

LE BUREAU FÉDÉRAL DE LA FAF VALIDE L'ARRÊT DE LA COMPÉTITION

LE CRB DÉCLARÉ CHAMPION 2019-2020

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6752 - JEUDI 30 JUILLET 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Le Jeune Indépendant souhaite à ses lecteurs un Aid-El-Adha Moubarak

CRISE DE LIQUIDITÉ DANS LES POSTES

LA SOLUTION DANS LES TERMINAUX DE PAIEMENT



La crise de liquidité au niveau d'Algérie Poste persiste et provoque un mécontentement chez les citoyens, à la veille de l'Aid-El-Adha. Imputant cette situation à la crise économique que traverse le pays, le directeur général d'Algérie poste, AbdelkarimDahmani estime que le cash a baissé de 5% durant le premier semestre 2020.
Page3

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

614 nouveaux cas, 359 guérisons et 12décès en 24 heures

Page 2

EN RAISON DE LA CRISE INDUITE PAR LA COVID-19

La traite humaine s'amplifie

Page 5

VACCIN CONTRE LA COVID-19

La Russie espère une production dès septembre

Page 7

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

LE PROFESSEUR BOUDRAHEM AU *JI*

La pandémie est « maitrisée » à Bejaïa

LE CHU de Béjaïa a accueilli 11 malades de covid-19 durant les dernières 24 heures selon le surveillant général M. AbdelhafidBoudrahem .Joint par le jeune indépendant, le professeur a affirmé que «la situation est maitrisée» bien que des contaminations soient enregistrées chaque jour surtout les personnes atteintes de maladies chroniques.
«Il y a 11 malades de covid-19 qui sont pris en charge au niveau des services de réanimation du CHU KhellelilAmrane et Franz-fanon», souligne notre interlocuteur qui recommande aux familles des malades de ne pas venir en nombre lors de l'admission de leurs malades et même pour les visites.
La bonne nouvelle selon M. Boudrahem, est qu'il y a une baisse du nombre décès ces derniers jours. «Il n'y a eu aucun décès durant les dernières 24 heures et un seul décès seulement durant les dernières 48 heures ».
S'agissant du nombre de malade en confinement en majorité des jeunes, il y a environ 80 personnes à Béjaïa», dit-il et «122 malades hospitalisés dans les deux unités du CHU de Béjaïa», ajoute-t-il. Notons qu'au niveau de l'EPH Akloul Ali d'Akbou, 26 malades de Covid-19 sont pris en charge.
Par ailleurs, deux vols en provenance de Marseil (France) devaient atterrir hier sur le tarmac de l'aéroport AbaneRamdane de Béjaïa. Ces deux avions devaient rapatrier quelques 300 passagers ; des ressortissants Algériens bloqués à l'étranger. Ces derniers seront auscultés par cinq médecins à bords des deux avions avant de mettre leurs pieds sur le tarmac de l'aéroport. Ils seront, directement, pris en charge et confinés au niveau des hôtels «Raya» et «La Roserie» à

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

614 nouveaux cas, 359 guérisons et 12 décès en 24 heures

L'Algérie a enregistré hier 614 nouveaux cas de contamination,359 guérisons et 12 décès en 24 heures, portant le total des cas confirmés à 29 229, des guérisons à 19 592 et celui des décès à 1 186, a déclaré hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.



«614 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 359 guérisons et 12 décès ont été recensés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le total des cas de contamination à 29.229, des guérisons à 19.592 et celui des décès à 1.186», a indiqué Pr Djamel Fourar.
Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination au Covid-19 s'élève à 66 cas pour 100.000 habitants.
Les wilayas d'Alger (2.929 cas), Sétif (2.499 cas), Blida (2.371cas), Oran (2.097 cas) et Batna (1.014 cas) représentent à elles seules 38.12% des cas de contamination et 36% des décès enregistrés sur le territoire national.
Pr Fourar a également indiqué que 28 wilayas ont enregistré moins de 10 cas, et que 20 autres ont recensés plus de 10 cas chacune.
Il a fait savoir que les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 57% des cas de contamination au nouveau coronavirus et celles âgées de plus de 60 ans représentent 30.30%.
Le responsable a aussi signalé que 73% des décès concernent des personnes âgées de plus de 60 ans et celles âgées entre 25 et 60 ans en représentent 25%.
Concernant les personnes hospitalisées en réanimation, indicateur de la pression de l'épidémie sur le système hospitalier, Pr Fourrar a fait état d'une légère baisse, avec 70 patients admis dans les unités de soins intensifs à travers le pays (73 la veille).
Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.
Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques. Dans le monde, le bilan du coronavirus ne cesse de s'alourdir avec 16,998.487 de cas confirmés dont 10.528.793 sont considérés aujourd'hui comme guéris et plus de 665.571 décès.
Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.
Sur la journée de mardi, 6.307 nouveaux décès et 244.718 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.592 nouveaux morts, le Brésil (921) et le Mexique (854).
Les Etats-Unis demeurent le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 149.260 décès pour 4.352.304 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 1.355.363 personnes ont été déclarées guéries.
Après les Etats Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 88.539 morts pour 2.483.191 cas, le Royaume-Uni avec 45.878 morts (300.692 cas), le Mexique avec 44.876 morts (402.697 cas), et l'Italie avec 35.123 morts (246.488 cas).
La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a dénombré un total de 84.060 cas (101 nouveaux cas enregistrés hier), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.944 guérisons.
L'Europe totalisait hier 208.919 décès pour 3.116.136 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 188.718 décès (4.527.911 cas), les Etats-Unis et le Canada 158.200 décès (4.467.181 cas), l'Asie 59.913 décès (2.641.771cas), le Moyen-Orient 26.334 décès (1.123.083 cas), l'Afrique 18.496 décès (875.652 cas), et l'Océanie 207 décès (17.350 cas).

Mohamed Mecelti

DISPOSITIF PÉNAL POUR LA PROTECTION DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Le personnel médical rassuré

EN PREMIÈRE ligne depuis des mois, le personnel de santé et le corps médical ont payé un tribut particulièrement lourd à l'épidémie. A cela s'ajoute les violences qu'ils subissent et qui se sont multipliées avec l'afflux de patients depuis l'apparition du nouveau coronavirus.
« En plus des malades, on doit gérer leurs accompagnateurs, qui se montrent souvent impatients et dans certains cas violents », a confié au Jeune Indépendant, Amina Mimouni, médecin réanimatrice au CHU de Beni Messous, en première ligne dans la lutte contre la maladie Covid-19
« J'avoue que c'est durant ma garde que je stresse le plus », a-t-elle ajouté.
L'Algérie recense officiellement plus de 28.615 cas de contamination, dont 1.174 décès et plus de 12.000 patients hospitalisés selon les rapports de l'Institut National de Santé Publique (INSP). Ainsi, quand il n'y a plus de place pour de nouveaux patients à l'hôpital, les médecins chargés de les orienter craignent les réactions des accompagnateurs.
«Malheureusement, on subit parfois des agressions verbales. On tente d'expliquer ces gestes injustifiés par l'ignorance de nos conditions de travail et la peur des accompagnateurs pour leur malades», a affirmé Dr Mimouni, déplorant l'insécurité surtout la nuit.
Fin juin, l'équipe de garde des urgences traumatologiques du CHU de Douera a été violenté. « L'agression a failli tourner au drame», a affirmé Mahmoud Sedouki, manipulateur radio au sein du même service, rappelant que les insultes sont des pratiques courantes et les demandes de protection du personnel de santé récurrentes, et ce avant même la pandémie de coronavirus.
Face à cette situation inquiétante, le Conseil des Ministres a «adopté un projet d'ordonnance modifiant et complétant le code pénal pour assurer une meilleure protection des professionnels de la santé».
Désormais, toute agression verbale contre le personnel de santé est passible d'une peine allant de un à trois ans de prison ferme. Pour les agressions physiques, l'auteur risque de trois à dix ans d'emprisonnement. Et la perpétuité en cas de décès de la personne attaquée.
Quant à la destruction de biens publics et de matériels médicaux, l'auteur risque une peine allant de deux à dix ans de prison et d'une forte amende. Une dizaine de personnes ont déjà été arrêtées, inculpées et condamnées pour agression contre le personnel médical et destruction des biens publics.
«Nous attendions une loi dans ce sens depuis longtemps», s'est félicité Dr Mimouni, qui souhaite que la répression servira de dissuasion.
Pour Dr Omar Belabaci, pneumologue, « beaucoup d'agressions pourraient être évitées en améliorant les conditions de travail, la sécurité du personnel soignant et en offrant de meilleures conditions d'accueil pour les malades et leurs accompagnateurs», déplorant des défaillances du système de santé, telles que le manque de personnels d'accueil, d'agents de sécurité, pénurie de matériel médical.
« Si les problèmes de la Santé en Algérie sont résolus, la loi ne sanctionnera plus que quelques récalcitrants », a-t-il estimé.
Le personnel médical, en première ligne du combat contre la pandémie, doit rester concentrer sur sa mission à savoir la prise en charge des malades, sans avoir à s'inquiéter de sa sécurité.
Plus 2.300 professionnels de la santé ont été contaminés depuis l'apparition de la Covid-19 en Algérie, le 25 février, selon le ministre de la Santé Abderrahmane Benbouzid. Au moins 44 soignants sont décédés.

Mohamed Mecelti

CRISE DE LIQUIDITÉ DANS LES BUREAUX DE POSTE

La solution dans les terminaux de paiement

La crise de liquidité au niveau d'Algérie Poste persiste et provoque un mécontentement chez les citoyens, à la veille de l'Aid-El-Adha. Imputant cette situation à la crise économique que traverse le pays, le directeur général d'Algérie poste, Abdelkarim Dahmani estime que le cash a baissé de 5% durant le premier semestre 2020.



Abdelkarim Dahmani, qui intervenait, hier, sur les ondes de la chaine 3 de la radio nationale, a imputé ce recul à la baisse des inputs qui proviennent principalement de la Banque d'Algérie, mais aussi au recul de 15% durant le premier semestre de l'année des encaissements qui alimentent aussi en liquidité la Poste. Le DG de la poste a souligné que cette baisse est liée aussi à la situation économique que connait le pays. Cette baisse de liquidité a atteint un pourcentage de moins de 29% durant le mois de mai dernier par rapport à la même période de l'année précédente, selon le DG de la poste. Il faut dire, que ce problème de pénurie de liquidités au niveau des agences postales n'a pas laissé indifférent le gouvernement. En effet, une série de mesures urgentes a été prise pour parer à la crise de liquidités qui sévit au niveau des bureaux de poste en Algérie. Les départements et les services concernés sont appelés à appliquer ces dispositions annoncées à l'issue de la réunion interministérielle tenue ce mardi.

Le directeur général d'Algérie Poste annonce qu'il veillera à l'application stricte de ces orientations pour pouvoir subvenir aux besoins des citoyens «qui sont nos clients». Pour y faire face, l'invité a fait savoir qu'une cellule a été installée, sous la supervision du ministère de la tutelle, entre la Banque d'Algérie et Algérie Poste pour pouvoir alimenter les bureaux de postes en liquidités suffisantes, et ce, au niveau national. «Nous avons installé aussi des cellules au niveau de chaque unité postale de wilaya», a-t-il ajouté. Il y a un travail de coordination entre la banque d'Algérie et Algérie poste, qui est en train de se faire pour mettre fin à cette crise. Ce dispositif a déjà permis de mobiliser pour le mois de juin 285 milliards de dinars des retraits au niveau de la banque d'Algérie, dit-il. Le même responsable a indiqué que ce dispositif «a su mobiliser, au niveau d'encaissement et des virements au niveau des bureaux de postes, à hauteur 91 milliards de dinars». En outre, il a fait savoir que depuis janvier la Banque d'Algérie a mis à la disposition de la Poste 1742 milliards de dinars et 693 milliards en encaissements.

S'agissant des retraits, le directeur général d'Algérie Poste a révélé que pendant la période du 18 au 26 juillet, plus de 114 milliards de dinars ont été retirés en tant que pensions et retraites. Par ailleurs, Dahmani a déclaré qu'au cours du mois de juin, plus de 374 milliards de dinars ont été retirés, ajoutant que 3 millions de retraités retirent leurs salaires des guichets de la poste d'Algérie. S'agissant des mesures prises afin de régler le problème de liquidités, M. Dahmani a mis en avant la possibilité de faire des retraits à travers les distributeurs automatiques des billets (DAB) d'Algérie poste et ceux des banques. «Algérie Poste dispose actuellement de 1 400 DAB et les retraits des clients d'Algérie poste via les terminaux de paiement des Banques ne constituent que près de 10%», a- t-il tenu à préciser.

Il a expliqué que les clients d'Algérie poste détenteurs de cartes monétiques EDDAHABIA qui sont au nombre de 6 millions peuvent procéder à des opérations de retrait au niveau des terminaux des banques lorsqu'il y a perturbation de liquidité au niveau du réseau postal. L'utilisation des distributeurs automatiques des billets (DAB) d'Algérie poste et ceux des banques, mis en place depuis janvier 2020, a permis aux clients d'Algérie poste de pouvoir retirer uniquement pendant le mois de juin dernier un montant de 8 milliards de DA au niveau de ces terminaux, selon, M. Dahmani.

Le responsable a assuré que la promotion des moyens électroniques de paiement demeure la solution idéale pour faire face définitivement aux problèmes de liquidités. «Il existe parmi les mesures prises par les pouvoirs publics, les opérations d'entraide entre les wilayas qui connaissent soit un excès soit un déficit en liquidité», a-t-il rappelé ajoutant «cette mesure prise en concertation avec la BA a permis d'alimenter en liquidités un nombre de bureaux de poste dans plusieurs wilayas du pays».

Lynda Louifi

AID-EL-ADHA ET COVID-19

La protection civile lance une campagne de sensibilisation

SOUS le signe «mieux vaut prévenir que guérir», une large campagne de sensibilisation contre la covid-19 a été lancée hier par les directions de la protection civile et des affaires religieuses et des wakfs de Constantine.

La caravane encadrée par des officiers du corps de secours avec la coopération d'imams s'est ébranlée du centre de la cité à partir de la place jouxtant le siège de la grande poste et le marché couvert Boumezzou. Les participants ont sillonné dans un premier temps les principales artères de la ville des ponts, distribuant au passage des tracts et dépliants instructifs, portant sur les mesures préventives à respecter contre la propagation du virus, ainsi que des explications sur la crise sanitaire actuelle qui fait des ravages partout dans le monde.

L'opération devra se poursuivre durant les prochains jours et touchera plusieurs quartiers et communes de la capitale de l'Est, à en croire le chargé de communication de la protection civile. En effet, les secouristes de la protection civile restent avec le personnel de santé les premiers soldats à affronter la covid-19. Très sollicités, les pompiers qui ne sont pas à leur première campagne préventive, sont même sur la ligne de front.

La cellule de communication du corps de secours a par ailleurs lancé, cette fin de semaine, un appel aux citoyens les invitant à respecter certaines mesures lors du rituel du sacrifice de l'Aid El-Adha, prévu demain vendredi et qui pourrait s'étaler sur trois jours, si l'on se base sur la fetwa émise il y a une semaine par la commission des oulémas, invitant les citoyens à prendre tout leur temps afin d'éviter les rassemblements le premier jour, bien que peu probable.

Cet appel préventif vise, particulièrement, à mettre en garde ceux parmi les citoyens ayant pris la décision d'accomplir le rituel du sacrifice sur les dangers de l'utilisation des objets contendant, couteaux et haches, lors des opérations du nahr (abattage) et de découpe de carcasse. Les sources de chaleurs, dont les barbecues et autres conduits de gaz, utilisé en pareille circonstance lors de regroupement familiaux ne sont pas en reste. Le corps de secours rappelle que lors des précédents évènements festifs, ses éléments ont souvent été sollicités pour secourir des blessés, notamment des enfants en raison du manque de vigilance. Une campagne de sensibilisation sur les dangers de la canicule est aussi menée par le corps de secours depuis lundi.

Des communiqués intitulés «Attention aux coups de soleil», publiés sur les réseaux sociaux, invitant les citoyens à ne pas sortir aux heures du pic de chaleur entre 11 heures et 16 heures et surtout à se munir de couvre-chef, en cas de nécessité de déplacement. Les températures enregistrées durant ces derniers jours dans la région de Constantine ont frôlé les 45 degrés.

Amine B.

A CAUSE DE LA SITUATION SANITAIRE

La collecte des peaux des sacrifices n'aura pas lieu

L'OPÉRATION de collecte des peaux de moutons sacrifiés a l'occasion de l'Aïd-El-Adha n'est pas prévue pour l'Aïd de cette année à cause de la pandémie de Covid-19, a affirmé hier à Alger, le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane.

«La campagne de sensibilisation pour l'Aïd lancé par notre agence cette année ne portera pas sur la collecte des peaux de moutons (au profit des tanneries), mais plutôt sur les mesures d'hygiène afin d'éviter que l'acte du sacrifice ne se transforme en nouveau facteur de contamination», a déclaré M. Ouamane.

Le directeur général de l'AND a prévenu dans ce contexte que les déchets d'abattage (toisons, cornes pattes) sont classés dans la catégorie des déchets spéciaux, car ils pourraient être un facteur de propagation du virus notamment en cette période de crise sanitaire.

«Ces restes animaux classés dangereux ne devraient pas être collectés avec les ordures ménagères car ils constituent une source potentielle de risque pour la santé publique», a-t-il prévenu.

Aussi, il appelle les citoyens au strict respect des mesures d'hygiène en leur recommandant d'emballer les déchets dans de grands sacs en plastique qu'ils fermeront soigneusement avant de les déposer au niveau des points de collecte.

«Ces déchets seront acheminés le jour même par les services d'hygiène communaux vers les centres d'enfouissement technique».

En se référant aux donnés du système national d'information sur les déchets (Cnid), M. Ouamane a fait constater que le volume des ordures ménagères, qui avoisine en moyenne 35.620 tonnes par jour, enregistre habituellement une pic de 10% durant les fêtes de l'Aid El Adha. «Mais pour cette année, la hausse ne serait pas aussi importante», a-t-il prévu, en estimant que «de nombreuses familles «renonceraient» au sacrifice de mouton compte tenu des circonstances sanitaires actuelles.

La situation est «gérable» pour les structures de traitements des déchets hospitaliers.

A propos de la hausse des déchets hospitaliers depuis le début de la pandémie de Covid 19, M. Ouamane confirme effectivement un accroissement de 30 % au cours des quatre premiers mois de l'année en cours. «Cette recrudescence concerne essentiellement les déchets médicaux «potentiellement contaminés» tels les gants, les bavettes, les pansements, les seringues, les coupants et tranchant», a-t-il expliqué en précisant que les autres types de déchets (anatomiques et toxiques) ne sont pas vraiment touchés par cette hausse.

«Il y a eu certainement encore un nouveau accroissement de déchets hospitaliers durant ces trois derniers mois, notamment en juin et juillet avec l'augmentation importante des cas contaminés par le Coronavirus au cours de cette période», a-t-il encore supposé, affirmant néanmoins que l'AND ne peut pas se prononcer sur son taux réel tant que l'opération de collecte des données qu'elle a entreprise auprès des structures hospitalières n'a pas été finalisée. En dépit de cette hausse des déchets générés par les activités de soin à cause de la propagation du Covid 19, la situation reste gérable pour les structures de gestion et de traitement de ces déchets, assure pour sa part la directrice technique de l'AND, Fatma-Zohra Barça.

M. B.

PARTENARIAT ALGÉRO-CHINOIS

Des projets en vue dans plusieurs activités industrielles

LE MINISTRE de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham a fait état avant-hier à Alger de plans pour le lancement de plusieurs projets de partenariat avec des entreprises chinoises dans plusieurs domaines d'activités industrielles.
Au terme de sa rencontre avec le Directeur général de la filière algérienne de China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), Zhong Benfeng, le ministre a indiqué que la rencontre a porté sur «l'avenir et perspectives des relations entre le secteur public et privé algérien et les sociétés chinoises en général et l'entreprise CCECC en particulier».
A cet effet, le ministre a précisé que la société CCECC a proposé «le financement et l'adhésion, non pas en tant qu'entrepreneurs comme par le passé mais plutôt en tant qu'investisseurs et partenaires dans plusieurs projets considérés comme étant importants pour l'économie nationale».
Entre autres domaines d'investissement proposés, M. Aït Ali a cité «la réalisation et la gestion des zones industrielles et zones d'activités, le renouvellement du matériel industriel et la relance de certains groupes et secteurs à l'arrêt», considérant que la société CCECC dispose de l'expertise technique et des moyens financiers pour la réalisation de ces projets.
Parallèlement aux propositions de la société chinoise, le ministre a précisé que la partie algérienne a présenté à l'entreprise «la nouvelle vision algérienne pour relancer l'économie, les textes et les nouvelles législations qui permettent d'établir des partenariats» avec une nouvelle approche. De son côté, M. Zhong Benfeng a déclaré que son entreprise a «présenté au ministre ses potentialités dans plusieurs domaines industriels», ajoutant qu'elle «souhaite contribuer au développement du secteur industriel en Algérie». Présente en Algérie depuis 1985 dans plusieurs projets, l'entreprise CCECC active dans plusieurs domaines dont les chemins de fer, les tunnels, les routes, les ports et aéroports. Au plan international, la société est présente dans 103 pays à travers les régions du monde (Asie, Europe, Afrique et Amérique).

M. B.

PÊCHE ET PRODUITS HALIEUTIQUES

Cibler une grosse production

Le secteur de la Pêche connaitra une nouvelle dynamique à travers un programme de relance économique et sociale prévoyant une production qui devrait atteindre 166 000 tonnes de poissons par an.



C'est du moins ce qu'a affirmé avant-hier à Mostaganem, le ministre de la Pêche et des Produits halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, précisant que l'ambition de son département étant d'augmenter les capacités de production d'une moyenne nationale annuelle de 100.000 tonnes à 166.000 t/an. Cet objectif permet, selon le ministre, de satisfaire les besoins des consommateurs et de renforcer le marché national en espèces diversifiées de produits halieutiques et contribue à introduire des protéines marines aux régimes alimentaires des Algériens. En marge du coup d'envoi du programme de maintenance des infrastructures portuaires, M. Ferroukhi a indiqué, que «le secteur a tracé des objectifs annuels pour développer les activités de la pêche et de l'aquaculture, selon une feuille de route qu'elle est actuellement en phase de concrétisation au niveau des wilayas». Ce programme qui concerne, entre autres actions, la rénovation de pas moins de 27 ports permet de développer l'activité de la pêche en haute mer en préservant les activités de la pêche côtière, en plus de développer la filière aquaculture, explique le ministre.
Cela se fera parallèlement avec la relance de la fabrication et l'économie bleue permettant de créer de la richesse et de nouveaux emplois.
Il a, par ailleurs, mis l'accent sur la contribution des activités de la pêche sous toutes ses formes à l'économie nationale, ce qui nécessite de nouveaux modes de fonctionnement dans les différentes filières du secteur à même de jouer son rôle essentiel à l'économie générale et locale.
De nouveaux produits halieutiques en sus de la valeur ajoutée et l'emploi sont le but final visé par M. Ferroukhi.
Abordant les retombées de la pandémie du coronavirus sur le secteur de la pêche et des produits halieutiques, le ministre a relevé que «l'Etat a pris en charge les professionnels quoique leurs activités n'aient pas été totalement suspendus en comparaison avec celles d'autres secteurs».
L'impact de la crise sanitaire a été atténué, ajoute-t-il, grâce aux efforts des autorités locales qui ont contribué à la disponibilité des conditions adéquates pour la poursuite de l'activité et l'approvisionnement des marchés en produits de mer.
Plus de 15.000 professionnels activant dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture au niveau national ont bénéficié de l'allocation de solidarité décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, fait-il savoir.
Le ministre avait déclaré que la nouvelle stratégie arrêtée s'étale de 2020 à 2024 et se décline avec une forte volonté de rupture avec le modèle productif existant.
Il s'agit surtout de développer de nouvelles activités en sus de celles qui existent déjà.
Ce qui permettra de créer de nouveaux emplois dans l'industrie de la pêche et l'aquaculture et vont certainement renforcer le nombre actuel comptant environ 120 milles postes qu'il faudrait préserver. Il avait souligné aussi que le secteur entend se lancer dans la pêche dans les océans. «D'où l'importance accordée dans notre programme à la formation relative à la construction et la maintenance navale, ainsi que l'accompagnement de ce type de pêche de haut niveau (dans les océans)» estime M. Ferroukhi.
Pour rappel, des rencontres avec la société civile et les professionnels du secteur de la Pêche ont été organisées en mois de mars passé, afin de les impliquer dans l'élaboration de cette feuille de route et tenir en compte leurs préoccupations.

A.Mehdid

HYDROCARBURES

Sonatrach et CEPSA signent un mémorandum d'entente

LE GROUPE Sonatrach et le Groupe espagnol CEPSA ont signé, hier mercredi à Alger, un mémorandum d'entente (MoU) afin d'examiner les possibilités d'investissements conjoints dans les domaines d'exploration, de développement et de production d'hydrocarbures en Algérie et à l'international.
Le mémorandum d'entente a été signé par le P-dg du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, du côté algérien, et le P-dg du Groupe CEPSA, Philipe Boisseau, de la partie espagnole, au siège de la Sonatrach, en présence de plusieurs responsables et hauts cadres des deux compagnies. La signature de ce protocole permettra aux deux parties de «consolider leur partenariat existant à travers la recherche de nouvelles opportunités de coopération dans les hydrocarbures», a indiqué M. Hakkar, rappelant que CEPSA est un partenaire «historique» pour Sonatarch et la collaboration entre les deux parties avait commencé en 1992.
Le responsable a, dans ce sens, souligné l'existence de quatre (04) contrats de production et exploitation des hydrocarbures en vigueur jusqu'à 2040 entre Sonatarch et CEPSA, ajoutant qu'il existe également une relation commerciale sur le gaz naturel et le GNL avec CEPSA qui est un «important» client de la Sonatrach.
Ainsi, ajoute-t-il, cette relation sera renforcée avec la production du gaz sur quelques périmètres en Algérie, alors qu'en Espagne, la Sonatrach est partenaire de CEPSA sur deux projets, dédiés à la commercialisation du Gaz et la production de l'électricité.
Soulignant que les deux parties continueront de travailler avec l'esprit gagnant-gagnant, M. Hakkar, a précisé que «le mémorandum d'entente conclu permettra un partenariat sur toutes la chaîne des hydrocarbures (pétrole et gaz) pour chercher de nouvelles opportunités en Algérie et à l'international».
Pour sa part, M. Boisseau a estimé que le partenariat de CEPSA avec Sonatarch est «essentiel», ajoutant que la coopération s'inscrit dans la durée et «nous souhaitons développer ces relations avec Sonatrach dans les projets en commun que nous avons ou d'autres qui viendront à l'avenir». Affichant sa satisfaction de la signature de ce mémorandum d'entente, M. Boisseau a précisé qu'il «permettra de renfoncer des relations étroites», et grâce à lui, «les deux sociétés vont chercher ensemble d'autres opportunités».
A rappeler qu'à travers la conclusion de ce mémorandum, Sonatrach, confirme sa volonté de conforter sa politique de partenariat, notamment dans le cadre des dispositions de la nouvelle loi sur les activités des hydrocarbures, visant à augmenter les réserves d'hydrocarbures et les niveaux de production.

M. B.

EN RAISON DE LA CRISE INDUITE PAR LA COVID-19

la traite humaine s'amplifie

La pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19) a amplifié les dangers de la traite d'êtres humains. Face à cette situation, l'Algérie, à l'instar des autres pays du monde, est appelé à se mobiliser davantage en cette période de crise sanitaire pour lutter contre ce commerce abominable et impitoyable.



A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, qui coïncide avec le 30 juillet de chaque année, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en Algérie, Eric Overvest, a averti que «la crise mondiale Covid-19 aggrave les risques d'exploitation et de traite des êtres humains, notamment auprès des plus vulnérables».

Selon les Nations unies, le Covid-19 restreint les déplacements, absorbe les ressources chargées de faire respecter la loi et réduit les services publics et sociaux, par conséquent les victimes de trafics d'êtres humains ont encore moins de chances de pouvoir s'échapper et trouver de l'aide.

Saluant les efforts de l'Algérie contre la traite, notamment ceux du Comité national et des services d'enquêtes et de poursuites, M. Overvest s'est félicité aussi, lors de l'évènement organisé avant-hier au CIC par le Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes et le Bureau de programmes de l'ONUDC pour l'Algérie, « du rôle fondamental et clé des acteurs de terrain», mis à l'honneur cette année.

«Les acteurs de terrain ici en Algérie participent, chacun dans leurs fonctions respectives, à assurer et garantir protection et assistance aux victimes de la traite», a-t-il déclaré, rendant un hommage appuyé aux premiers intervenants, «ces femmes et ces hommes qui travaillent à identifier, soutenir, conseiller, accompagner, soigner les victimes et qui luttent contre l'impunité des trafiquants».

Les différents intervenants dans la lutte contre la traite des personne sont notamment la Gendarmerie et la Police nationales, les magistrats, les douanes, les institutions en charge de la solidarité et les médecins.

Le Coordonnateur onusien a également alerté sur le fait qu'il faudra sûrement faire plus à l'avenir, d'autant que plus de 70% des victimes détectées de la traite sont des femmes et des filles, tandis que près d'un tiers sont des enfants. Dans ce contexte, il a rappelé que le Système des Nations unies en Algérie, et notamment l'ONUDC se tient «prêt à davantage appuyer et soutenir les partenaires algériens dans leurs efforts en mettant en œuvre des projets adaptés, afin de renforcer les capacités sur la base des besoins et priorités nationales».

Pour sa part, la directrice exécutive de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), Ghada Waly, a déclaré au cours de son intervention, que «la COVID-19 a amplifié les dangers de la traite. «Les pertes d'emplois, la pauvreté croissante, les fermetures d'écoles et l'augmentation des interactions en ligne augmentent les vulnérabilités et créent des opportunités pour les groupes criminels organisés», s'est-elle alarmé.

«La crise a aussi rendu plus difficile pour les victimes la demande et l'accès à l'aide», a poursuivi Mme Waly, rendant hommage aux « femmes et hommes qui risquent leur vie et se surpassent pour fournir un soutien essentiel aux victimes de la traite des êtres humains».

Depuis le début de la pandémie du nouveau coronavirus, les Nations Unies ont à maintes fois souhaité que les pays s'assurent de garder ouverts les abris et les lignes téléphoniques d'urgence, de maintenir l'accès aux tribunaux et la capacité d'action des unités luttant contre les trafics d'êtres humains.

La traite des personnes est un crime grave et une violation des droits de l'homme. Chaque année, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants tombent aux mains de trafiquants dans leur pays ou à l'étranger.

Tous les États sont affectés par la traite d'êtres humains, soit en tant que pays d'origine, soit de transit ou de destination des victimes.

D'après une étude de l'ONUDC, au delà du risque d'attraper le virus, les fermetures de frontière empêchent certaines victimes de rentrer chez elles. Les victimes doivent en outre affronter des ralentissements dans les procédures légales et risquent des mauvais traitements supplémentaires ou bien d'être laissées à l'abandon par leurs ravisseurs.

Parallèlement, le nombre d'enfants forcés d'aller mendier ou chercher de la nourriture dans les rues augmente, à présent que les écoles sont fermées et ne peuvent plus offrir un abri et un endroit où manger.

L'ONUDC avertit aussi que les trafiquants "pourraient devenir plus actifs et s'en prendre à des personnes devenues encore plus vulnérables parce qu'elles ont perdu leur source de revenus, en raison des mesures pour contrôler le coronavirus".

Même si la plupart des pays ont adopté les lois nécessaires suivant le Protocole de Palerme contre la traite et que certains ont prononcé récemment pour la première fois des condamnations pénales, il reste encore beaucoup à faire pour traduire en justice les trafiquants et faire en sorte que les victimes soient recensées et puissent accéder à la protection et aux services dont elles ont besoin.

Mohamed Mecelti

MODERNISATION DE LA JUSTICE

Forte interaction avec la plateforme du parquet électronique

LA DIRECTION générale de la modernisation de la justice a relevé, hier, la forte interaction des citoyens avec la nouvelle plateforme numérique "parquet électronique", lancée mardi, pour l'introduction de plaintes ou de requêtes par voie électronique et le suivi de leur processus de traitement.

Lors de la présentation d'un exposé détaillé sur la plateforme du "parquet électronique", le Directeur général de la modernisation de la justice, Kamel Bernou, a fait savoir que ce nouveau service avait suscité "une forte interaction" des citoyens intéressés par l'introduction électronique de plaintes ou de requêtes, ajoutant que "le nombre de ces plaintes a atteint, après quelques heures du lancement de la plateforme, près de 50 demandes". Pour lever ce "défi", le même responsable a souligné qu'il a été procédé à la formation, par visioconférence, des fonctionnaires concernés par le traitement des plaintes et des requêtes des citoyens via cette plateforme.

"La plateforme accessible via le site électronique du ministère de la Justice, est parfaitement adaptée pour recevoir un grand nombre de plaintes et de requêtes et éviter les problèmes et pannes techniques courants", a-t-il soutenu.

Parmi les objectifs visés par cette plateforme électronique, "épargner le déplacement aux citoyens" notamment en cette crise sanitaire marquée par la propagation du nouveau coronavirus (covid-19). Une interface facile a été conçue, à cet effet, pour faciliter la tâche aux usagers tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. A signaler que la plateforme "Parquet électronique" est dédiée aux personnes physiques ou morales (Administrations, établissements, sociétés privées et associations) pouvant désormais introduire des plaintes ou des requêtes devant le parquet, à distance.

Cette plainte/requête est automatiquement transférée au représentant du parquet (le procureur de la République au niveau du tribunal ou le procureur général au niveau de la Cour) qui prendra les mesures appropriées et donnera suite à cet égard.

Le plaignant est informé du cours de sa plainte/requête et des mesures prises ou nécessaires à prendre, via la plateforme "Parquet électronique" et aussi, via un SMS et/ou sa boîte de messagerie électronique. Pour ce faire, le concerné doit renseigner le formulaire d'enregistrement à distance d'une plainte/requête avec un ensemble d'informations personnelles sur son identité complète, son adresse de résidence et son numéro de téléphone portable, en plus de préciser le type et le contenu de sa plainte/requête avec possibilité de télécharger des pièces justificatives.

Pour rappel, cette nouvelle plateforme s'inscrit dans le cadre de la poursuite du développement et de l'amélioration de la qualité des services prodigués aux citoyens et aux ressortissants algériens établis à l'étranger .

H. B.

YÉMEN

Les séparatistes renoncent à leur autonomie

Le conflit entre le gouvernement et les séparatistes du STC, en principe alliés contre les rebelles houthistes, représente une guerre dans la guerre au Yémen.



Les séparatistes du sud du Yémen ont annoncé, hier mercredi, renoncer à leur autonomie et se sont engagés à mettre en oeuvre un accord de partage du pouvoir avec le gouvernement. Le conflit entre le gouvernement et les séparatistes du Conseil de transition du sud (STC), en principe alliés contre les rebelles houthistes, représente une guerre dans la guerre au Yémen.

Le STC « annonce qu'il renonce à sa déclaration d'autonomie », afin de permettre l'application de l'accord de Ryad, a écrit sur Twitter le porte-parole de cette instance, Nizar Haitham, évoquant le rôle joué par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis pour parvenir à cette décision.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi L'aide internationale se réduit pour le Yémen, qui s'enfonce dans la crise sanitaire

L'Arabie saoudite a confirmé avoir proposé un plan pour « accélérer » la mise en œuvre de l'accord de Riyad de 2019, a rapporté l'agence de presse officielle saoudienne SPA. Le plan prévoit que le premier ministre yéménite forme un nouveau gouvernement d'ici à trente jours, ainsi que la nomination d'un nouveau gouverneur à Aden, la capitale provisoire du pays, où sont basés les séparatistes.

Relance de l'accord de Riyad

« Une fois [le plan] mis en œuvre, le gouvernement devrait commencer son travail à Aden et superviser l'achèvement de la mise en œuvre de l'accord de Riyad », a annoncé l'agence SPA, citant une source officielle. L'accord dit « de Riyad » a été signé en novembre 2019 et prévoit un partage du pouvoir dans le sud du Yémen entre le gouvernement et les séparatistes. Mais ses dispositions n'ont quasi pas été mises en place et ont vite été caduques.

A la fin de juin, la coalition militaire menée par Riyad au Yémen avait déployé des observateurs saoudiens pour surveiller un cessez-le-feu décrété entre les forces progouvernementales, qu'elle soutient, et les combattants séparatistes, après des accrochages dans le Sud.

Cette guerre dans la guerre a rendu encore plus complexe un conflit qui, en cinq ans, a fait des dizaines de milliers de morts et a provoqué, selon les Nations unies, la pire crise humanitaire en cours dans le monde, dans un pays qui est le plus pauvre de la péninsule arabique. **R. I.**

FACE AU COVID-19

La Belgique restreint les libertés sociales

LA CRAINTE d'une deuxième vague de Covid-19 se fait jour à Anvers, le plus important foyer épidémique de Belgique. Le gouvernement fédéral a été contraint de prendre des mesures restreignant de nouveau les libertés sociales sur l'ensemble du pays. Elles entrent en vigueur aujourd'hui. Les Belges sont appelés à restreindre leurs « bulles sociales » : ils ne doivent fréquenter que 5 personnes par foyer, au lieu de 15 auparavant, exception faite des enfants de moins de 12 ans.

Les fêtes privées, rassemblements familiaux, mariages et autres réunions sociales sont limités à 10 personnes maximum (sauf enfants de moins de 12 ans) en observant une distanciation physique de 1,5 m. Le port du masque est fortement recommandé. S'agissant des événements publics, la jauge maximale est fixée à 100 personnes en intérieur et à 200 personnes à l'extérieur, avec port du masque obligatoire. Dans les magasins, les Belges sont invités à faire leurs courses en solitaire et en moins de trente minutes.

La recrudescence des cas de coronavirus en Belgique est préoccupante, surtout dans la province d'Anvers qui, selon les jours, concentre entre la moitié et un tiers des nouvelles contaminations. Du 13 au 19 juillet, 498 cas de Covid-19 ont été détectés dans la province d'Anvers. La seule ville d'Anvers concentre 711 cas sur 7 jours, loin devant la deuxième municipalité la plus touchée, Charleroi, avec 41 cas. Le couvre-feu a été décrété à Anvers et s'appliquera de 23 h 30 à 6 heures du matin. La Première ministre, Sophie Wilmès, avait parlé d'« embrasement épidémiologique » s'agissant de cette métropole peuplée de plus de 500 000 habitants. Le télétravail est de nouveau fortement recommandé. Sur l'ensemble de la Belgique, la progression des cas de coronavirus est de 70 % dans la semaine du 19 au 25 juillet par rapport à la semaine précédente, soit plus de 327 cas, selon les données de l'institut de santé publique Sciensano.

L'inquiétude suscitée par la situation anversoise se double d'une polémique typiquement belge. L'attitude du bourgmestre d'Anvers, le leader nationaliste flamand Bart De Wever, est fortement critiquée par ceux qui appellent la ville à se reconfiner avant la catastrophe. Rétif aux mesures de confinement, Bart De Wever, interrogé sur une radio, a estimé qu'Anvers n'était pas plus touchée qu'une autre ville belge mais qu'elle était « pointée du doigt » parce qu'on y pratiquait plus de tests et plus rapidement qu'ailleurs. « Sur certaines autres grandes villes, je me fais, honnêtement dit, du souci à propos de ce qu'elles savent », a-t-il répliqué.

Le ministre-président de la région de Bruxelles, Rudi Vervoort, s'est senti visé par l'allusion et a réagi sur Twitter aux propos du nationaliste flamand : « Bart De Wever cherchait un bouc émissaire pour détourner l'attention. La région est la victime toute désignée en raison de son mépris pour Bruxelles. J'en appelle à la maturité. Ce n'est pas le moment d'entrer en conflit, mais d'unir nos forces pour que nous puissions contrôler la propagation du virus. »

Au 28 juillet, la Belgique cumulait 66 335 cas de Covid-19, dont 9 822 décès. **R. I.**

CORONAVIRUS

La Russie espère une production industrielle d'un vaccin dès septembre

DEUX VACCINS conçus par des chercheurs russes « sont aujourd'hui les plus prometteurs », a déclaré Tatiana Golikova, au cours d'une réunion par visioconférence avec le président Vladimir Poutine, consacrée à la pandémie de Covid-19. Le premier est mis au point par le ministère russe de la Défense et le Centre de recherches en épidémiologie et microbiologie Nikolaï Gamaleïa. Il est déjà testé sur des humains, selon Tatiana Golikova.

« Le lancement de sa production industrielle est envisagé pour septembre 2020 », après une certification et des essais cliniques supplémentaires sur 1 600 personnes, a-t-elle précisé. Le deuxième vaccin est conçu au Centre de recherches sibérien Vektor et fait également l'objet d'essais cliniques qui doivent être achevés en septembre, avant une certification le même mois, selon Tatiana Golikova. De premières doses pourraient en être produites « en octobre 2020 », a-t-elle ajouté. Pour sa part, Vladimir Poutine a soutenu qu'il y avait actuellement « beaucoup plus » de vaccins russes en cours de mise au point, mais a souligné que la certitude de leur efficacité devait être « absolue » avant de procéder aux vaccinations.

La Russie, au quatrième rang mondial pour le nombre des contaminations après les États-Unis, le Brésil et l'Inde, a proclamé dès avril sa volonté d'être parmi les premiers pays, voire le tout premier, à créer un vaccin contre le virus. Avant la fin de l'année, la Russie espère produire avec ses partenaires 200 millions de doses d'un vaccin contre le coronavirus, si les essais cliniques sont réussis, a assuré la semaine dernière Kirill Dmitriev, le président du Fonds souverain russe qui finance la mise au point du vaccin au Centre Nikolaï Gamaleïa. À ce jour, ce pays a officiellement recensé 828 990 cas de coronavirus, dont 13 673 décès. **R. I**

SAHARA OCCIDENTAL

L'Afrique du Sud renouvelle son soutien au peuple sahraoui

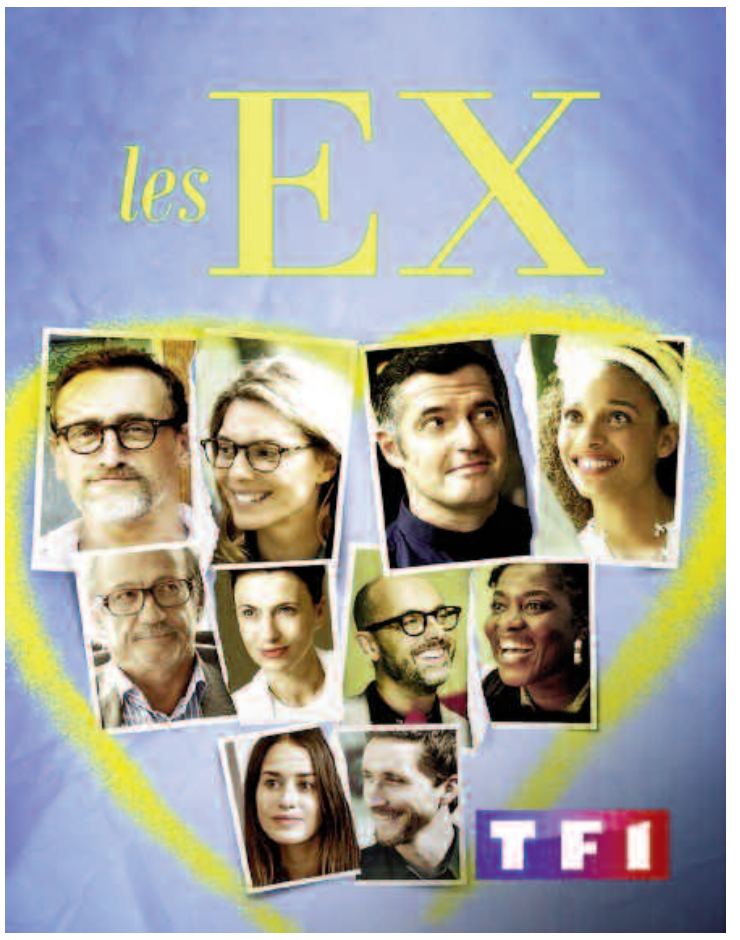
L'AFRIQUE du Sud a renouvelé hier mercredi son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, réaffirmant la pleine responsabilité de l'ONU et de ses différentes instances vis-à-vis de cette question, indique l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Citée par SPS, l'ambassadrice et représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations-Unies à Genève, Mme Nozipho Joyce Mxakato-Diseko a affirmé, lors d'une audience accordée à Oubbi Bouchraya Bachir, représentant du front Polisario en Europe et à l'UE, que «la décolonisation au Sahara Occidental est un impératif historique. A l'instar de l'Afrique du Sud qui jouit aujourd'hui de la liberté, la victoire du peuple sahraoui n'est qu'une question de temps».

Après avoir évoqué avec l'ambassadrice sud-africaine les derniers développements de la question sahraouie «sur tous les fronts», M. Bouchraya a estimé que «l'incapacité de l'ONU à réaliser un progrès, au niveau de ses différentes instances à New York et à Genève, est une preuve indéniable de l'absence de volonté chez le Conseil de sécurité et le Conseil international des droits de l'Homme en vue de booster le processus de règlement et d'éviter à la région les répercussions de nouveaux dérapages et d'une nouvelle confrontation, provoqués par l'intransigeance marocaine».

Le diplomate a présenté, au nom du peuple sahraoui, ses remerciements, à l'Afrique du Sud pour ses positions solidaires constantes envers la question sahraouie et le rôle central des missions diplomatiques sud-africaines à New York, à Genève et dans d'autres villes, en vue de plaider la cause sahraouie et réaffirmer la responsabilité juridique de l'ONU dans le processus d'autodétermination du peuple sahraoui, à travers l'organisation d'un référendum libre et transparent, étant la seule voie pour définir le statut définitif du territoire».

L'audience qui s'est déroulée en présence de Mme Omeima Abdeslam, représentante du front Polisario en Suisse, s'inscrit dans le cadre de la visite qu'effectue l'ambassadeur Oubbi Bouchraya Bachir en Suisse pour rencontrer les responsables d'organisations internationales à Genève et «préparer les prochaines échéances avec les missions diplomatiques amies et les organisations de la société civile», rappelle SPS. **R. I.**

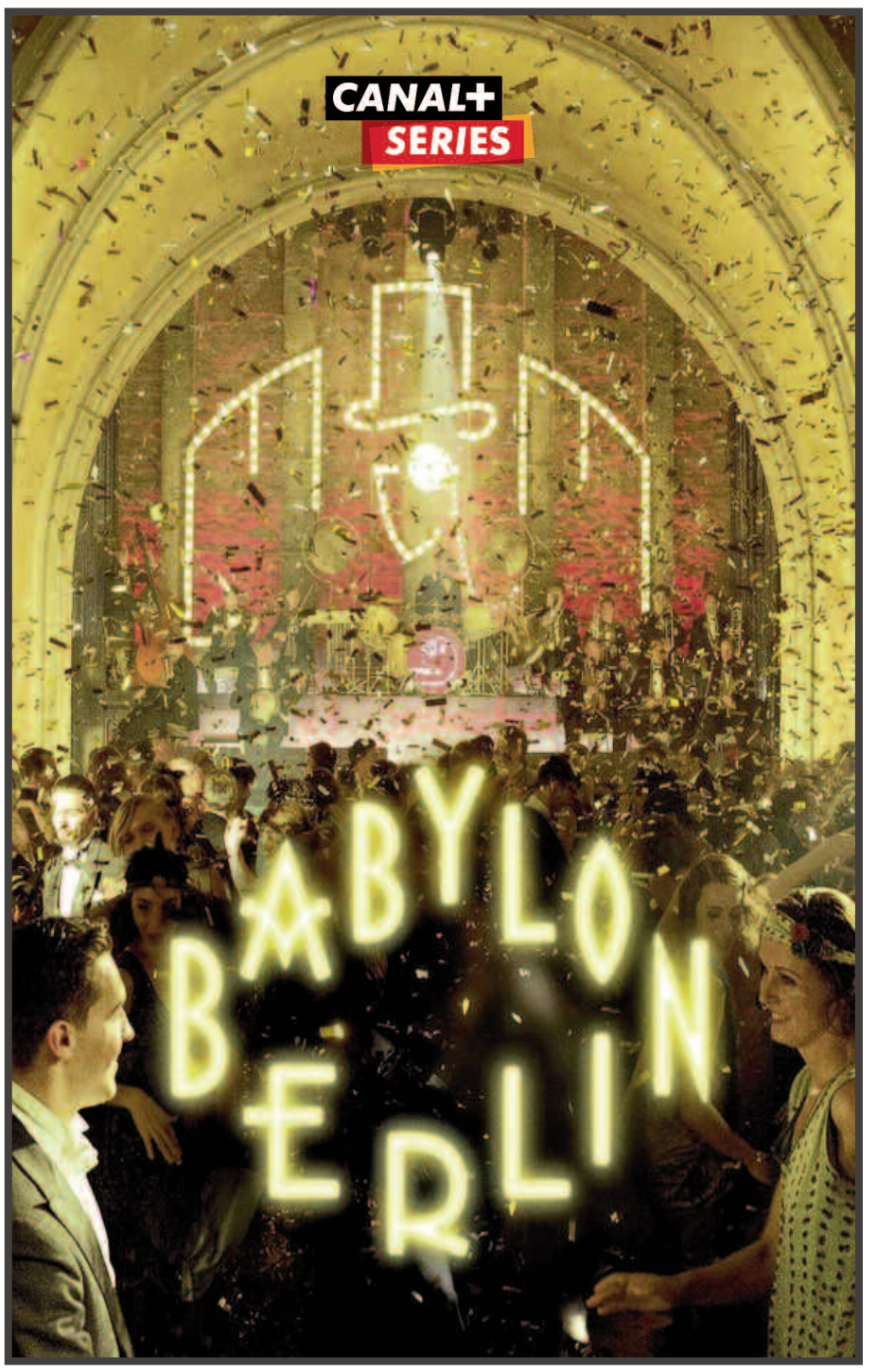










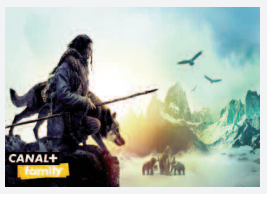


JEUDI









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h05 Cinéma - Comédie — TF1
Les ex

20h05 Divertissement — France 2
La course des champions

20h10 Série humoristique (2020 - France) — 6ter
Les copains d'abord

20h05 Série d'horreur (2020 - Etats-Unis) — CANAL+
Penny Dreadful : City of Angels

20h15 Cinéma - Comédie — W9
Robin des Bois, la véritable histoire

19h55 Cinéma - Thriller — CINE+ FRISSON
France - Belgique - 2017
Burn Out

20h05 Cinéma - Film d'aventures — 6ter
Angélique et le sultan

20h01 Cinéma - Film policier — CINE+ PREMIER
L'ombre d'Emily

20h05 Série policière (2018 - Etats-Unis) — C8
S.W.A.T.

20h00 Cinéma - Film de science-fiction — CINE CINEMA
District 9

20h00 Cinéma - Film d'aventures — CANAL+ family
Alpha

20h05 Cinéma - Comédie policière — TMC
Fantômas se déchaîne

20h01 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière (2017 - France)
Saison 6 - Épisode 11:
Engrenages

22h04 **Série policière (2020 - Allemagne)**
Saison 3 - Épisode 7:
Babylon Berlin

Nyssen comprend rapidement que la flambée qui agite les marchés financiers ne peut pas durer et que les nombreux investisseurs ont été très mal conseillés. L'avocat Hans Litten envoie une demande de révision du procès de Greta afin de suspendre la condamnation à mort qui a été prononcée. Gereon réclame qu'une confrontation soit ordonnée entre Richard Pechtmann et la jeune détenue.

18h30 **Série humoristique (2016 - Etats-Unis)**
Saison 4 - Épisode 8: La fête des pères
Better Things

Alors que c'est la fête des pères, Duke espère bien passer un moment avec ses filles. Sam, de son côté, est prise de flashback et observe une meute de loups. Frankie dîne avec Phil et se confie sur l'absence de figure paternelle mais ce dernier ne mâche pas ses mots...





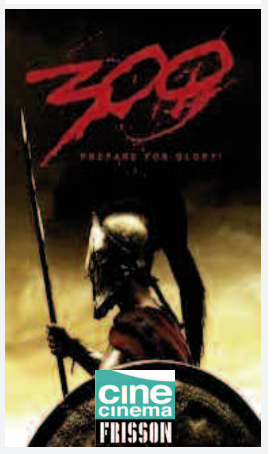






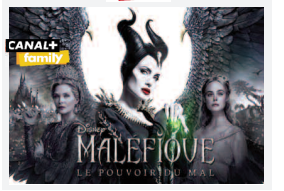


VENDREDI









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h05 Divertissement — TF1
Les touristes

19h55 Football / Coupe de la Ligue — France 2
Paris-SG / Lyon

20h10 Série policière (2019 - Etats-Unis - France) — M6
Reef Break

20h10 Cinéma - Comédie 2019 — CANAL+
La vérité si je mens ! Les débuts

20h05 Magazine de société — W9
Enquête d'action

19h50 Cinéma - Film d'action — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2006
300

19h50 Série d'animation (2010 - Etats-Unis) — 6ter
Saison 21
Les Simpson

21h24 Cinéma - Film d'horreur — CINE+ PREMIER
Fear Challenge

20h15 Culture Infos - Magazine de société — C8
Urgences sous haute tension

20h04 Cinéma - Comédie — CINE CINEMA
La lutte des classes

20h00 Cinéma - Film fantastique — CANAL+ family
Maléfique : le pouvoir du mal

20h15 Série policière (2012 - Etats-Unis) — TMC
Castle

20h05 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique (2018 - Grande-Bretagne)
Saison 1 - Épisode 5: Invité surprise

Killing Eve

Eve et Elena parviennent à sauver la vie de Frank. En l'interrogeant, elles réussissent à en savoir plus sur l'organisation qui le fait chanter et emploie Villanelle comme tueuse à gages. Cette association de malfaiteurs se fait appeler Les Douze et veut créer le chaos en assassinant des personnalités influentes du pays. Le MI5 place Frank dans un appartement sécurisé et surveillé en permanence par un agent.

21h30 Série fantastique (2020 - Etats-Unis)
Saison 2 - Épisode 6: 8

The Twilight Zone : la quatrième dimension

22h01 Série dramatique (2019 - Italie)

Saison 1 - Épisode 7: Les liens du sang

ZéroZéroZéro

En Calabre, Stefano tente de convaincre le clan des Curtiga que la cargaison de drogue cachée sur le cargo n'est pas perdue. Mais ces derniers enlèvent Lucia et son fils pour l'obliger à leur livrer la substance psychotrope et déstabiliser ainsi Don Minu. Pendant ce temps, à Casablanca, Chris et Emma attendent tranquillement de pouvoir quitter le pays.

MILA

Plus de 204 280 euros d'exportations durant le premier semestre 2020

LA VALEUR des exportations dans la wilaya de Mila s'élève à plus de 204 280 euros au cours des six premiers mois de l'année 2020, a-t-on appris avant-hier, du directeur local du commerce, Dridi Gasmi, dans une déclaration.

Ce responsable a affirmé que le montant réalisé au cours de cette période est le fruit de 27 exportations, dont 16 concernent l'exportation de l'oignon vers l'Italie et 11 opérations d'exportation de fibres de polyester vers la Tunisie.

Selon M. Gasmi, la quantité globale des exportations relatives à ces deux produits par la wilaya de Mila est estimée à plus de 587 tonnes, à savoir 395 tonnes d'oignons et plus de 192 tonnes de fibres de polyester.

Le directeur local du commerce a déclaré par ailleurs, que les exportations de la wilaya de Mila ont quelque peu diminué cette année comparativement à la même période de l'année précédente, au cours de laquelle les exportations ont atteint environ 207 284 euros à l'issue de 27 opérations.

Dans ce contexte, la même source a précisé que durant l'exercice précédent, plus de 1 564 tonnes d'oignons ont été exportées (5 opérations), 3 tonnes de pâtes pour piles alcalines (une seule opération), 27 tonnes d'escargot (4 opérations) et 303 tonnes de fibres de polyester (14 opérations) et une seule exportation portant sur environ 20 tonnes de biscuits.

Précisant que les pays concernés par ces exportations sont l'Italie, la Tunisie et la Guinée, M. Gasmi a attribué les raisons de la baisse actuelle de la valeur et de la quantité des exportations (-1,44% et -24,93%, respectivement) à la pandémie de Covid-19, ainsi qu'aux problèmes rencontrés par les exportateurs, dont le nombre n'a pas diminué, selon lui, au cours des six premiers mois de l'année 2020 par rapport à la même période de l'année dernière, soit 4 exportateurs.

R.R

KHENCHELA

Inscription de 9 projets pour développer les zones d'ombre de Khirène

NEUF PROJETS de développement ont été inscrits au profit des localités rurales enclavées de la commune de Khirène (75 km au sud-ouest de Khenchela) dans le cadre du programme de revitalisation des zones d'ombre, a indiqué mardi le président de l'APC de Khirène, Noureddine Zerouali.

Mobilisant plus de 180 millions DA, ces projets concernent les mechtas de Chebla, Hella, Glouâ Trab, Timdaguit, Ghasset et Taghribet, a-t-il déclaré, précisant que 20 millions DA serviront ainsi à l'étude et la réalisation d'un réseau d'alimentation en eau potable (AEP) pour le village de Ghasset et 25 autres millions DA pour l'entretien de 7 km du chemin communal CC-19 entre Chechar et Timdaguit.

Le même responsable a souligné que 65 millions DA financeront l'extension du réseau d'assainissement de Timdaguit et 3 millions DA le raccordement au réseau d'électricité de 20 habitations et de deux forages artésiens.

M. Zerouali a fait savoir que le secteur de l'éducation a bénéficié de deux opérations dont la première de 16 millions DA portera sur la réalisation de trois classes et l'aménagement de la cour de l'école Mermouchi Samaïl à Glouâ Trab et la seconde consacrera 8,2 millions DA à la réalisation de classes à l'école de Taghribet en plus de 10 millions DA pour la construction d'une cantine scolaire.

Un projet d'étude et de réalisation d'un ouvrage d'art sur Oued Laarab dans la zone d'ombre Glouâ Trab pour 33 millions DA a été retenu pour le désenclavement de la localité voisine de Loudjet El Araar, a ajouté la même source, relevant que l'objectif de ces actions est de désenclaver ces agglomérations et améliorer les conditions de vie de leurs populations. **R.I.**

MOSTAGANEM

Lancement du programme national de maintenance des ports de pêche

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, a présidé avant-hier à Mostaganem le lancement du programme national de maintenance des infrastructures portuaires.



Donnant le coup d'envoi des travaux de désensablement à l'entrée du Petit port dans la commune de Sidi Lakhdar (50 km à l'est de Mostaganem), Sid Ahmed Ferroukhi a indiqué que cet « ambitieux programme » adopté par le ministère de la Pêche et des Produits halieutiques en coopération avec les ministères des Travaux publics, porte sur l'entretien de 27 infrastructures portuaires le long du littoral algérien.

Le projet de désensablement du Petit port, confié à un groupe national spécialisé dans les travaux publics, permet l'ouverture d'un passage maritime d'une superficie de 20.000 mètres carrés et l'enlèvement de 55.000 mètres cubes de sable pour un coût global de 120 millions DA.

Au cours de sa visite, une étude a été présentée au ministre sur la deuxième phase de l'opération de désensablement définitive de cette infrastructure portuaire avec l'extension du front de mer principal sur une longueur de quatre mètres et la réalisation d'un deuxième bassin devant accueillir un plus grand nombre d'embarcations de pêche pour un coût de 1,5 milliard DA.

Sid Ahmed Ferroukhi a insisté, à l'occasion, sur l'achèvement des travaux d'urgence « dans 15 jours afin de relancer l'activité de pêche dans ce port qui revêt une grande importance économique et sociale, surtout qu'il peut accueillir environ 120 embarcations de Mostaganem et des wilayas avoisinantes et constitue une source de vie pour 2.000 familles. »

Le ministre a inauguré la poissonnerie moderne de cette infrastructure portuaire, avant de rencontrer des professionnels à l'abri de réparation des filets, récemment réceptionné, les exhortant à s'organiser en coopératives professionnelles pour s'engager dans le nouveau programme de relance du secteur de la pêche et contribuer ainsi au programme de relance économique et sociale.

Deux conventions ont été paraphées lors de la visite ministérielle entre la Direction de wilaya de la pêche et des produits halieutiques et l'entreprise de gestion des ports et abris de pêche pour gérer de la nouvelle poissonnerie et une autre entre la chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture et la société algérienne d'assurances « CAAT » pour élargir l'assurance aux biens et outils de production.

R. R.

ORAN

Plus de 500 tests «PCR» quotidiennement

PLUS DE 500 TESTS PCR (Réaction en chaîne par polymérase) sont effectués par jour dans les différents établissements hospitaliers et structures sanitaires de la wilaya d'Oran en charge de la lutte contre Covid-19, a-t-on appris mercredi du chargé de communication de la direction locale de la Santé, de la population (DSP).

Ainsi, plus de 500 tests PCR sont effectués quotidiennement au niveau des cinq pôles hospitaliers chargés de la lutte contre Covid-19, en l'occurrence le CHU et l'EHU d'Oran, l'EPH d'El Mohgoun, l'EH d'Ain El Turck et l'EHS de Canastel et aussi les nouvelles unités de dépistage du Covid-19 avec PCR ouvertes dans les EPSP de la wilaya, a précisé, Dr Youcef Boukhari, également chef de service prévention à la DSP.

Neuf unités de dépistage du Covid-19 ont récemment été ouvertes dans certaines structures de soins à Oran (3 unités) Bethioua (1), Gdyel (1), Es-senia (1), Oued Tlélat (1), Boutlélis (1), et Ain El Turck (1), dans le but d'atténuer la pression sur les grands pôles hospitaliers en matière de prise de prélèvement de tests PCR et aussi de consultations et prescription de traitements, a-t-il fait savoir.

A ce titre, une quinzaine de polycliniques dans la wilaya d'Oran ont commencé, depuis quelques jours, à faire le diagnostic et délivrer les traitements nécessaires aux patients atteints du coranavirus.

Dans chacune des 9 daïras de la wilaya d'Oran, une polyclinique a été dédiée à la prise en charge Covid-19. La daïra d'Oran, la plus grande et la plus peuplée s'est vu consacrée six polycliniques, a-t-il signalé, soulignant que « la pression sur les principaux pôles hospitaliers en charge du Covid-19 a baissé d'un cran, malgré la recrudescence des cas de nouvelles contaminations, et ce grâce à ces mesures prises ».

La wilaya d'Oran dispose de trois laboratoires dédiés aux tests PCR, à savoir l'antenne de l'institut Pasteur d'Algérie (IPA) et les laboratoires de l'EHUO et du CHUO. D'autres structures vont renforcer ce dispositif de dépistage au PCR très prochainement, a fait savoir Dr Boukhari.

La wilaya a enregistré, depuis la déclaration de la pandémie et jusqu'à dimanche dernier, pas moins de 3.838 cas positifs dont 2.533 sont guéris et 94 personnes ont décédé, a-t-on rappelé. **R. R.**

MUSIQUE AUX EMIRATS ARABES UNIS

Rappeurs en quête d'identité

La communauté hip-hop aux Emirats arabes unis, à l'image de toute la scène culturelle, se cherche encore dans ce pays du Golfe où environ 80% de la population est étrangère.



Sur un morceau de musique aux basses puissantes, Saud Waled Ibrahim, alias SG, entonne dans son petit studio, aménagé à Ajman l'un des sept Emirats, un rap mêlant arabe et anglais, l'une des marques de fabrique d'une scène hip-hop en quête d'identité aux Emirats arabes unis, rapporte l'agence France presse. Le rappeur émirati de 24 ans enregistre un nouveau titre, il explique : « Aujourd'hui, on nous voit encore comme des intrus mais il n'y a pas un seul pays au monde sans rappeurs ». Bercé depuis l'adolescence par le flow de 2Pac et d'Eminem, il confie s'être mis au rap pour « la liberté d'expression ». Avec le temps, il prend conscience des restrictions du pays dans lequel il a grandi : « Nous vivons dans une société avec des principes et nous ne pouvons pas les transgresser ». Dans l'univers des Emirats, riche pays du Golfe qui a investi en masse dans la culture, quelques noms émergent comme Freek et Adamillion, originaires de Somalie. SG déplore : « Jusqu'à présent, nous n'avons pas notre propre son, contrairement aux Etats-Unis, à la France, au Maghreb ou à l'Egypte ». La figure incontournable pour les amateurs de rap dans le Golfe, Hassane Big Hass Dennaoui, un bloggeur saoudien basé à Dubaï. Il présente une émission de radio consacrée au hip-hop, il a fondé le projet The Beat DXB, qui organise des événements pour promouvoir les jeunes talents de la région. Il estime que « l'identité propre du hip-hop aux Emirats n'est pas encore connue mais s'il y en avait une, ce serait la diversité ». Avec des rappeurs venus des quatre coins du monde, le pays est riche de langues et de cultures, selon Big Hass, mais les rappeurs se contentent encore d'exprimer, souvent en anglais, des sentiments généraux dans une région particulièrement hermétique aux discours contestataires. Il raconte : « Quand je parle à un rappeur palestinien, il me dit : ''comment je pourrais chanter je t'aimais, tu m'aimais, alors qu'il y a un char au-dessus de ma maison''. Dans le Golfe, on vit peut-être dans un endroit confortable mais ça n'empêche pas qu'il y a des gens qui ont une vie dure. En tant que rappeur, tu te dois de dire la vérité ». Suhaib S. Alises, Palestinien né en Jordanie et ayant vécu presque toute sa vie aux Emirats, a trouvé sa vérité dans « la poésie », dans la cause de son pays et dans les grandes voix de la chanson arabe comme Fairouz. C'est sur un extrait de l'un des succès de la diva libanaise qu'il se lance dans un couplet, entre rap et slam, sur une petite scène ouverte aux jeunes rappeurs dans le café d'un quartier de Dubaï destiné aux créateurs. Ce jeune homme gracile de 26 ans refuse de singer le « gangsta rap » qui a marqué son adolescence. L'important, pour lui, est de diffuser « un message », de « toucher le plus grand nombre », en écrivant en arabe et en anglais, « le rap es devenu présentable et s'adapte à l'endroit dans lequel vit le rappeur. En fin de compte, c'est une mélodie et de la poésie ».

R. C

SALON NATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE

Rendez-vous à Bouira

QUATORZE WILAYAS prennent part ce lundi au Salon national virtuel de la photographie qu'organise la Maison de la Culture Ali Zaâmoum de Bouira.

« Ce salon virtuel de la photographie est organisé en hommage au photographe Maâzouz Abdelaziz, un des fondateurs du premier Salon de la photographie à Bouira », a expliqué à l'APS la directrice de la Maison de la Culture, Mme Saliha Chirbi. Autodidacte et pionnier de l'outil informatique et de l'art de la photo, Abdelaziz Maâzouz est né en 1960 à Lakhdaria. « Il a brillé dans plusieurs Salons nationaux et locaux grâce à ses belles œuvres photographiques », a souligné Mme Chirbi. La même responsable a fait savoir que quatorze wilayas participent à cette quatrième édition, organisée en virtuel en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Cette manifestation se déroule à distance et via internet avec la participation de 70 photographes issus de ces wilayas. « Leur travaux de photographie seront présélectionnés pour que les meilleurs seront présents lors de la sélection finale, qui se déroulera ce soir », a encore expliqué Mme Chirbi. La remise des prix aux lauréats aura lieu le 20 août prochain à l'occasion de la Journée nationale du Moudjahid, a-t-elle encore précisé. Les travaux des participants seront présentés en ligne sous forme de trois dimensions (3D). « Des montants financiers allant de 20 000 à 50 000 seront donnés aux trois premiers lauréats », a ajouté la même responsable.



APS

SYNAPSE AU FESTIVAL DU CINÉMA AFRICAIN À LAUSANNE

Le court métrage en pantomime Synapse de Noureddine Zerrouko est officiellement programmé pour l'édition spéciale Eté 2020 du Festival du cinéma africain à Lausanne (Suisse) du jeudi 20 au dimanche 23 août. D'après le producteur du film et directeur de l'association Ciné jeunes à Tiaret, Abdelhalim Hafedh Zerrouki, l'édition spéciale sera organisée à titre exceptionnel et de manière virtuelle. Le film Synapse est en lice avec notamment les films Biknaiche du Tunisien Mehdi Bersaoui, Lail kharidji de l'Egyptien Ahmed Abdellah Es-Sayed, Good night d'Anthony Anti du Ghana, Il était une fois le café de l'Egyptien Noha Adel, La fin du monde du Sud-africain Michael Mathius et Sawah de l'Egyptien Adhlef El Assala, a-t-on annoncé sur le site officiel du festival. La spéciale Eté 2020 aura lieu après le report de la 15e édition du Festival à 2021 en raison de la crise sanitaire mondiale due à la pandémie de la Covid-19.

SORTIR

PHOTO Formation avec Fouad Bestandji. Fondements de la photo : 11-13 août. Photo studio : 15-17 août. Réservation et infos en ligne, dans la limite des places disponibles. Cliquez sur Billets ou allez à : bestandji.com/formation.

PLASTICIENS Programme virtuel de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel : présentation d'artistes plasticiens d'Algérie.
- Parcours et approche artistique de Nariman Ghlamallah (vidéo), à partir de son atelier à Alger.
- Rencontre avec Hachemi Ameur dans son atelier à Mostaganem…

DOCUMENTAIRE Diffusion en ligne du film documentaire Souvenir dans un exil, produit et réalisé par Mokhtar Kerboua (2018).
Après l'invasion de la France par les forces nazies, en 1941, le gouvernement de Vichy a arrêté des rebelles antinazis et les a conduits vers un camp de détention au sud de l'Algérie, à Djelfa. Voir dans page Facebook de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel.

THEATRE Nouvelle production pour enfants du Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran : Qitar eddounia (Le train de la vie). Pièce écrite par Mansouri Bachir, mise en scène de Houari Abdelkhalek, scénographie de Mouffok Djillali. Un spectacle qui sera présenté après la levée du confinement sanitaire.

SINGLE Nouveaux titres du groupe pop Index Dz d'Alger sur Youtube : Aâyit (Je suis fatigué, 03: 55) ; Da Malik (03 :24). Et reprise du cover Sept heures moins quart, titre adapté à l'urgence sanitaire de l'heure pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CLIP Nouvelle chanson Qololi (Dites-moi) du collectif El Bandia Social Club. Les artistes Hamidou, Baâziz, Abderahmane Djalti, Kamel Bouakaz, Fouad Chemlal, Mohamed Lamine, Fathi Tabouche, Hakim Salhi, Mohamed KG2, Noureddine Allane, Mohamed Reda Djender, Mennacer Mustapha et Reda Sika appellent au partage avec humour.

LECTURE En partenariat avec les éditions Gallimard, l'Institut français d'Alger propose une sélection de 12 courts essais d'actualité en lien avec la crise sanitaire, jusqu'au jeudi 06 août. A la Une : Alain Bore-Le retirement du monde ; Erik Orsenna-L'unité de la vie. Publication n°1 : Edgar Morin-Un festival d'incertitudes…
Voir la programmation dans Tracts de crises Gallimard (11 & 12 / 12) dans la rubrique Français & littérature.
Consulter admin.if-algerie.com/alger/agenda-culturel

FESTIVAL 18e édition des Rencontres Cinématographiques de Béjaïa. Avec l'association Project'heurts du samedi 19 au jeudi 24 septembre (date à confirmer). Films : courts et longs métrages, documentaires et films d'animation datant de 2019 ou 2020.
Lieux : Salle de la Cinémathèque, cafétéria du Théâtre régional Abdelmalek-Bouguermouh de Béjaïa.

OSCARS L'Académie des arts et sciences du cinéma – Académie des Oscars – à Los Angeles a invité les cinéastes algériens Malek Bensmail et Salem Brahimi à rejoindre cette année la liste de ses 819 nouveaux membres. La prochaine édition des Oscars – la 93e du genre –est prévue pour le dimanche 25 avril 2021.

Il utilise une aide financière liée au coronavirus pour s'acheter une Lamborghini



Un jeune Américain suspecté de fraude bancaire liée au "Paycheck Protection Program" (PPP) a été arrêté car il aurait frauduleusement obtenu près de 4 millions de dollars en prêts dans le cadre de cette aide aux entreprises dans le contexte économique difficile de la pandémie de Covid-19. Les organisations bénéficiaires doivent normalement utiliser les fonds pour les charges salariales ou les loyers, lui aurait utilisé plus de 300.000 dollars pour s'acheter... une Lamborghini.

David T. Hines, âgé de 29 ans et originaire de Miami dans l'État de Floride, a été arrêté, et la voiture en question a été saisie, ainsi que 3,4 millions sur ses comptes bancaires.
La plainte mentionne que l'individu aurait fait des demandes de prêt frauduleuses basées sur de fausses déclarations salariales de plusieurs sociétés. Soit les employés gagnaient moins que mentionné, soit les employés étaient carrément fictifs. Environ 3,9 millions de dollars (soit 3,3 millions d'euros) ont été accordés.
Quelques jours après avoir reçu les fonds, Hines a acquis une Lamborghini Huracan pour quelque 318.000 dollars (soit plus de 270.000 euros), qu'il a enregistrée à son nom et à celui d'une de ses sociétés. Dans les jours et semaines qui ont suivi, il n'a pas versé les salaires évoqués mais a par contre fait des achats dans des commerces de luxe et autres resorts de Miami Beach.

Une carte Pokémon rarissime vendue plus de 200.000 euros, un record



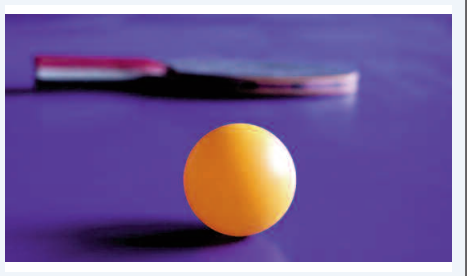
Une carte Pokémon Pikachu rarissime est devenue la plus chère au monde. Lors d'une vente aux enchères au Japon, un acheteur a déboursé 25 millions de yens (plus de 200.000 euros) pour acquérir ce bien, tiré à seulement 39 exemplaires, rapporte Cnet.

LES EFFORTS DU FACTEUR POUR RETROUVER MAMY ET PÉPÉ ONT FINI PAR PAYER



UN FACTEUR jusqu'au-boutiste de Remicourt a enquêté pendant plusieurs jours avant de pouvoir remettre une carte postale à un couple dont la petite-fille en vacances en France n'avait pas mentionné l'adresse complète, ont relaté L'Avenir et Sudpresse.
La carte envoyée de Bretagne et adressée à "Mamy et Pépé" (sans nom ni prénom), avec une rue mais sans numéro ni code postal, a fini par arriver à ses destinataires, grâce à la persévérance d'un facteur de Remicourt (province de Liège), une belle histoire évoquée aussi par France Bleu."Après avoir fait mon enquête dans la rue en question et à l'administration communale de Remicourt, je n'ai pas trouvé. Alors j'utilise ma dernière ressource qui est Facebook pour essayer de trouver le destinataire de cette carte. Faites circuler ce message et, qui sait, avec un peu de chance, on va réussir à trouver et ainsi rendre heureux un pépé, une mamy et une petite fille prénommée Eleanor", a écrit le facteur Didier Rihon dans un post partagé plus de 48.000 fois désormais.
Le réseau social a rapidement prouvé son efficacité: dix minutes à peine et une voisine se manifestait déjà pour le mettre sur la bonne piste.
Le facteur dévoué, lui-même père de famille, a finalement pu remettre la carte aux grands-parents mercredi. La famille est évidemment ravie.

En 2000, les balles de ping-pong ont été agrandies pour rendre le sport plus attractif à la télévision !



Comme dans de nombreux sports modernes, les progrès technologiques dans l'équipement ont permis aux joueurs d'augmenter considérablement le rythme et le niveau d'habileté de leur jeu. Pour le tennis de table, cela a fait que les échanges se jouent à une très grande vitesse. Alors, comment faire durer plus longtemps les échanges dans l'un des sports les plus rapides du monde ?
En 2000, la Fédération Internationale de Tennis de Table, l'ITTF, a décidé d'augmenter le diamètre de la balle de 38 mm à 40 mm. Il s'agit du premier changement de balle depuis 1937.

Ce changement avait pour but de ralentir le jeu juste pour le rendre encore plus excitant et valoriser son attrait commercial aux acteurs de la télévision qui dépensent beaucoup d'argent. Cela a rendu également la balle plus visible pour les spectateurs.

IL CHANTE DU ELVIS PENDANT 50 HEURES ET BAT UN RECORD DU MONDE: "JE NE LE REFERAI PLUS JAMAIS"

UN IMITATEUR NORVÉGIEN d'Elvis Presley a battu samedi matin à Oslo un record du monde en chantant des titres du "King" pendant plus de 50 heures, lors d'un marathon musical diffusé en direct sur internet.
En 50 heures, 50 minutes et 50 secondes, "Kjell Elvis", nom de scène de Kjell Henning Bjornestad, a pulvérisé de plus de sept heures le précédent record homologué par le Guinness des records.
Celui-ci était détenu depuis 16 ans par un Allemand, Thomas "Curtis" Gäthje.
"Je ne le referai plus jamais", a déclaré à la télévision norvégienne NRK le sosie de la star américaine au terme de sa prestation vers 10H50. Il avait commencé à chanter jeudi matin à 08H00 locales dans un bar du centre d'Oslo, en tenue complète d'Elvis.



"Pas forcer" sur le café
Selon son manager, il a été recommandé à l'artiste de ne pas forcer sur le café pour traverser notamment deux nuits entières. Smoothies, fruits et barres énergétiques lui ont permis de tenir la distance et de préserver sa voix, un peu éraillée dans les dernières heures.
Bjornestad, 52 ans, avait déjà reçu l'attention des médias internationaux en battant deux fois le record, la dernière fois en 2003 ,un marathon de 26 heures à l'époque. L'artiste avait lancé un appel aux dons sur la page internet de l'événement destiné en partie à la construction d'hôpitaux en Birmanie.

Le saviez-vous ?

LE POURCENTAGE DE SALARIÉS ENGAGÉS, C'EST-À-DIRE QUI SE LÈVENT LE MATIN AVEC UN SOURIRE N'EST QUE DE 11%

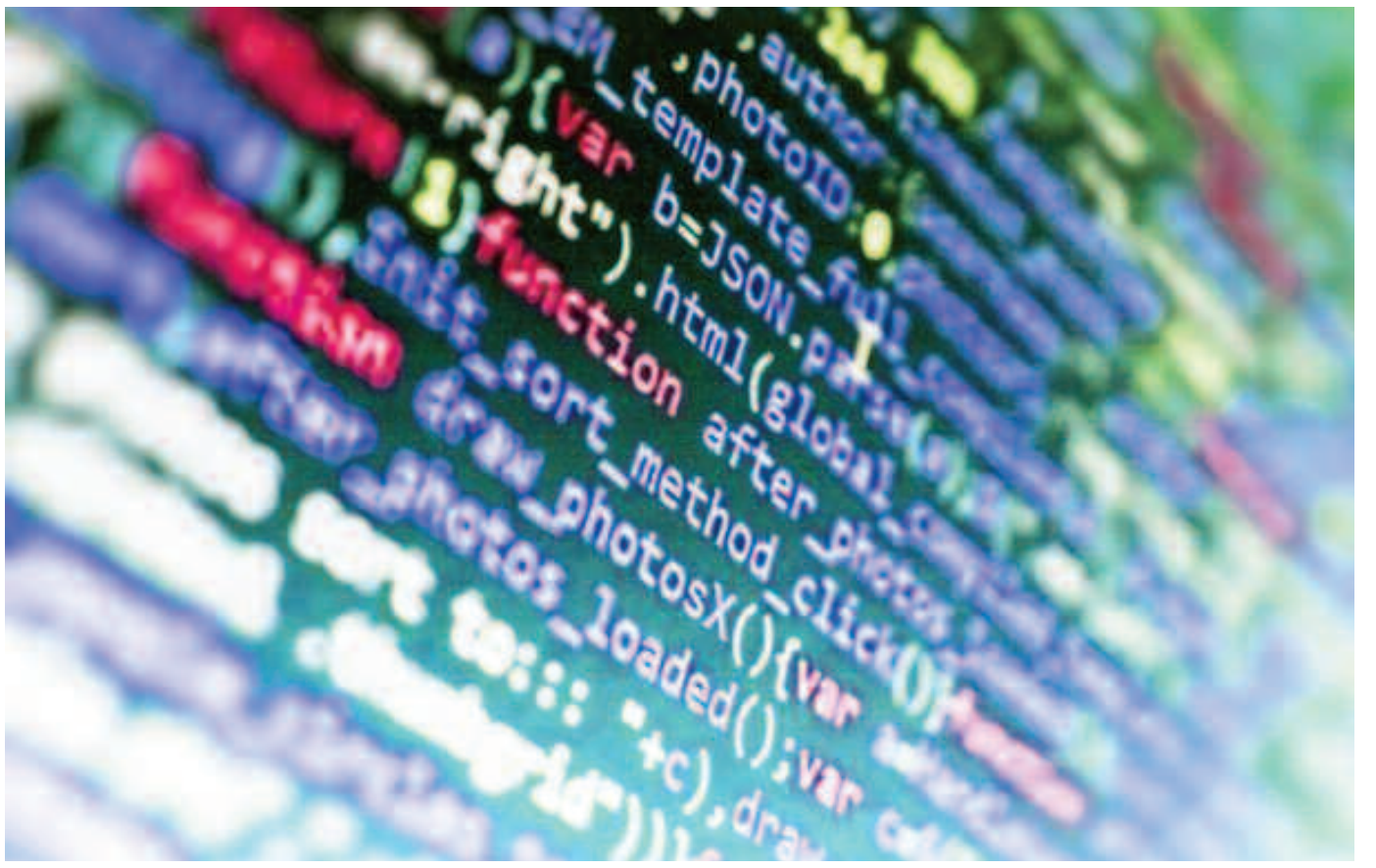
La blockchain arrivera-t-elle à faire passer les hackathons au tout virtuel ?

Technologie : Le confinement a fait entrer les hackathons dans une nouvelle ère : celle du tout virtuel. Pour ces grands messes de l'informatique, la blockchain pourrait s'imposer comme un levier de virtualisation majeur dans les prochains mois.

La Covid-19 sonnera-t-elle le glas des hackathons ? Si le record du monde du « plus grand nombre de participants à un hackathon » a été battu l'année dernière en Russie, avec 3 245 personnes rassemblées pendant 48 heures, l'avenir pourrait être moins rose pour ces grands messes du développement informatique, qui devraient également passer à l'ère du tout virtuel en raison de la crise sanitaire.

Or, ces grands événements étaient jusqu'ici principalement organisés lors de grands rassemblements physiques. Le passage au tout virtuel s'impose donc comme un défi majeur pour les organisateurs de hackathon. Le besoin de logiciels de gestion de hackathons virtuels se fait d'ores et déjà sentir pour les entreprises qui accueillent des défis d'innovation ou qui recherchent des talents à distance.

Telos, une plateforme populaire de blockchain, vient ainsi de s'associer à la plateforme de gestion de hackathon TAIKAI pour déployer des systèmes de vote transparents et des jetons d'incitation sur la blockchain. Le grand défi des hackathons est la responsabilité et l'évaluation équitables, qui sont essentielles dans toute situation basée sur des incitations. Le réseau Telos fournira à TAIKAI un mécanisme de vote simple, basé sur une blockchain, qui permet une évaluation de la concurrence totalement transparente et vérifiable par toutes les parties prenantes.



PASSAGE AU TOUT VIRTUEL

Pour les participants au hackathon et les évaluateurs, le réseau Telos sera utilisé pour récompenser les parties prenantes avec des incitations symboliques. « TAIKAI nous donne un espace vital supplémentaire où les actionnaires voient la valeur du système de gouvernance de la blockchain de Telos », explique Suvi Rinkinen, le PDG de la Fondation Telos. « Alors que le travail à distance se développe, des initiatives comme les hackathons en ligne qui peuvent permettre une gouvernance à distance via des mécanismes de consensus sont plus importantes que jamais »;, a également fait valoir ce dernier.

Les hackathons ont été un important terrain d'expérimentation pour les talents mondiaux, ainsi que de puissants moteurs d'innovation. Dans le monde des affaires, les hackathons ont donné naissance à des applications, ont permis d'obtenir un soutien financier important et ont également aidé les développeurs à se retrouver dans le viseur d'investisseurs divers et variés. Les hackathons sont également devenus un puissant moteur de l'innovation basée sur les services, notamment dans des domaines comme la justice et l'écologie.

« TAIKAI est un partenariat idéal pour Telos car nous sommes tous deux intéressés par apporter la puissance de la blockchain pour utiliser des cas qui peuvent avoir un impact aujourd'hui, ainsi que dans le futur », explique l'architecte en chef de Telos, Douglas Horn. « TAIKAI est prêt dès maintenant à présenter des hackathons qui peuvent non seulement aider à trouver des solutions à des problèmes urgents, mais aussi aider les organisations à découvrir de nouveaux talents pour utiliser leurs technologies existantes de manière nouvelle et créative. »

Google interdit les publicités pour les logiciels de harcèlement



LA NOUVELLE POLITIQUE de Google Ads qui interdit le "stalkerware" entrera en vigueur le 11 août.

Google a annoncé cette semaine son intention d'interdire les publicités qui font la promotion de logiciels de harcèlement, de logiciels espions et d'autres formes de technologies de surveillance pouvant être utilisées pour suivre d'autres personnes sans leur consentement spécifique. Le changement a été annoncé cette semaine dans le cadre d'une prochaine mise à jour des politiques de Google Ads qui devrait entrer en vigueur le mois prochain, le 11 août 2020.

Voici quelques exemples de produits et services que les annonceurs ne pourront plus promouvoir via Google Ads :

les logiciels espions et les technologies utilisées pour la surveillance des partenaires, y compris, mais sans s'y limiter, les logiciels espions voire malveillants qui peuvent être utilisés pour surveiller les SMS, les appels téléphoniques ou l'historique de navigation ; les trackers GPS commercialisés spécifiquement pour espionner ou suivre quelqu'un sans son consentement ;la promotion d'équipements de surveillance (caméras, enregistreurs audios, caméras de tableau de bord, caméras pour nounous) commercialisés dans le but exprès d'espionner.

Google précise que les services d'investigation privée ou les produits conçus pour que les parents puissent suivre ou surveiller leurs enfants mineurs ne sont pas interdits par cette nouvelle politique et pourront toujours être annoncés sur sa plateforme.Les contrevenants qui font la promotion de logiciels de harcèlement recevront un avertissement de sept jours, après quoi ils seront interdits s'ils ne retirent pas les publicités incriminées.

La lutte prend de l'ampleur

La répression de Google contre les publicités de harceleurs vient après que l'industrie des antivirus se soit regroupée pour ajouter des détections de harceleurs dans leurs moteurs d'analyse de virus. Après avoir amélioré leurs produits, les sociétés d'antivirus, ainsi que plusieurs organisations nationales de lutte contre la maltraitance en première ligne, ont également fondé la Coalition Against Stalkerware en novembre 2019, première initiative mondiale de ce type, mise en place pour sensibiliser à la menace croissante des logiciels de harcèlement. Pour ceux qui ne connaissent pas ces termes, le stalkerware est une forme de logiciel malveillant qui fait partie de la classe plus large des logiciels espions. Le terme "stalkerware" fait référence aux applications de logiciels espions spécifiquement conçues pour les couples, que des partenaires abusifs installent sur l'appareil de leur moitié à leur insu ou sans leur consentement – d'où le terme "stalkerware", parfois aussi appelé "spouseware". L'utilisation des logiciels de harcèlement a explosé au cours de la dernière décennie, en raison de la prolifération des smartphones, car ils permettent aux jaloux de garder un œil sur leur partenaire à tout moment, simplement en suivant leur téléphone. En outre, la disponibilité aisée des produits de harcèlement sur les boutiques d'applications officielles a également accru la visibilité de ces produits et a ouvert leur portée à des millions d'utilisateurs potentiels.

La popularité de ces applications n'a pas diminué

Si Google, Apple, les fabricants d'antivirus et la FTC ont pris des mesures sévères contre certaines de ces applications, elles n'ont pas disparu pour de bon, mais sont en fait plus populaires que jamais. Selon les statistiques recueillies par le vendeur d'antivirus Kaspersky, le nombre d'utilisateurs ayant installé des applications de type "stalkerware" sur un appareil Android a largement augmenté : on est passé de 40 386 appareils détectés en 2018 à plus de 67 500 en 2019.

La bonne nouvelle est que, selon le laboratoire de test antivirus indépendant AV-Comparatives et l'Electronic Frontier Foundation, le taux de détection des logiciels de harcèlement sur les appareils Android et Windows s'est un peu amélioré. Ce problème est effectivement de plus en plus couvert par la presse, et les fournisseurs de services de sécurité se mobilisent pour faire face à ce risque croissant.

En limitant la visibilité des logiciels de harcèlement sur sa plateforme publicitaire, Google contribue à réduire le trafic sur leurs sites.

KingComposer corrige une faille XSS affectant 100 000 sites WordPress

LA VULNÉRABILITÉ pourrait être exploitée pour exécuter des charges utiles malveillantes dans les navigateurs des visiteurs.Une vulnérabilité de type XSS (Reflect Cross-Site Scripting) affectant 100 000 sites web a été corrigée dans le plugin WordPress de KingComposer.

KingComposer est un générateur de pages par glisser-déposer pour les sites internet basés sur WordPress qui supprime la nécessité de programmer ou de coder directement les sites web alimentés par le célèbre système de gestion de contenu (CMS).

L'équipe de Wordfence Threat Intelligence a découvert le bug XSS le 25 juin. Suivi sous le nom de CVE-2020-15299 et ayant obtenu un score de gravité de 6,1, la faille de sécurité a été trouvée dans les fonctions Ajax utilisées par le plugin pour faciliter les fonctions de création de pages.

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA

*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL

******

FLASHAGE
Centre, Est : LJI

******

DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP

******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59

******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax :
  (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N° 10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- Tipasa
  B.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2020

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

USMA : Le nom du futur entraîneur bientôt dévoilé

Le directeur général de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), Abdelghani Haddi, a indiqué mardi que la direction est «toujours en discussions» avec l'éventuel futur entraîneur étranger», soulignant qu'il restait quelques détails à régler avant de dévoiler son identité.»

Les discussions sont toujours en cours avec un entraîneur étranger, pour diriger l'équipe la saison prochaine. Il reste quelques détails à régler pour pouvoir annoncer son arrivée d'une manière officielle. Pour le moment, nous préférons ne pas en dire plus par souci de préserver le cachet confidentiel des négociations», a indiqué à l'APS le DG du club algérois. Invité à intégrer le futur staff technique de l'équipe, l'actuel entraîneur de l'USMA Mounir Zeghdoud, successeur de Dziri Billel en mars dernier, a refusé la proposition qui lui a été faite par la direction.» Sur le plan contractuel, Zeghdoud occupe toujours le poste d'entraîneur jusqu'à la fin de la saison. En tant qu'ancien joueur qui avait marqué son passage à l'USMA, nous lui avons proposé l'idée de faire partie de la composante du futur staff technique, mais il refusé pour des raisons personnelles. Nous respectons son choix», a-t-il ajouté. S'agissant des dernières informations concernant la « libération» du défenseur Mohamed Rabie Meftah, considéré comme l'un des tauliers de l'effectif, Abdelghani Haddi a tenu à apporter des précisions.» Meftah est en fin de contrat, il n'a pas été libéré. Seulement, la direction ne l'a pas invité à prolonger son bail, je le considère comme un joueur qui a admirablement marqué son passage à l'USMA, il n'a jamais failli à sa mission en mouillant son maillot à chaque fois. Mais, le mouvement arrivées - départs fait partie de la vie d'un club, c'est une histoire de



destin». Concernant le milieu de terrain défensif Hamza Koudri et le gardien de but Mohamed Lamine Zemmamouche : « Ces deux joueurs font toujours partie de l'effectif, nous n'allons pas chambouler l'équipe. Notre priorité est de préserver l'ossature, tout en engageant de nouveaux joueurs capables d'apporter un plus, selon les besoins définis. Le directeur sportif Anthar Yahia est en train de travailler dans ce sens « a t-il expliqué. Appelé à évoquer les premiers mois du Groupe Serport, devenu actionnaire majoritaire dans la SSPA en mars dernier, le DG de l'USMA a assuré que la nouvelle direction «fait de son mieux» pour permettre au club d'amorcer une nouvelle étape.» La nouvelle direction ne ménage aucun effort pour d'abord régler les dossiers en suspens, mais également se projeter sur l'avenir, et la nécessité de réaliser notre projet sportif, dont le fameux centre de formation. Sur le plan purement technique, nous n'allons pas promettre des miracles aux supporters, d'autant que nous considérons le prochain exercice comme transitoire, tout en visant bien évidemment le podium. Ce n'est qu'à partir de la saison 2021-2022 que l'USMA reverra ses ambitions à la hausse», a-t-il conclu.

MC Oran : La candidature de Mahyaoui pour la présidence de la SSPA se précise

LE PRÉSIDENT du CSA/MC Oran, Tayeb Mahyaoui, s'apprête à déposer sa candidature pour briguer le poste de président du Conseil d'administration de la Société sportive par actions (SSPA) du club de Ligue 1 de football, a-t-on appris mardi auprès de son entourage. La SSPA/MCO est sans président depuis juin 2019, soit depuis la démission d'Ahmed Belhadj, qui a assuré cette mission pendant cinq saisons, rappelle-t-on. Les interminables conflits entre les actionnaires ont porté un énorme préjudice à la formation phare de la capitale de l'Ouest et ralenti le processus de son affiliation à l'entreprise «Hyproc Shipping Company» (filiale de Sonatrach), après que les deux parties aient signé un protocole d'accord en janvier 2019 sous le parrainage des autorités locales. Tayeb Mahyaoui promet justement de relancer ce processus, en assainissant d'abord la situation financière et administrative de la SSPA, comme exigé par la direction d'Hyproc pour conclure la transaction, a précisé la même source. Ayant déjà présidé la SSPA/MCO lors de l'exercice 2010/2011, l'actuel patron du club amateur du «Mouloudia» s'est engagé, s'il venait d'être élu lors de l'assemblée générale des actionnaires prévue le 10 août prochain, à se retirer de son poste, une fois le club racheté par «Hyproc» ou une autre entreprise publique, assure-t-on encore de même source. La crise administrative et financière qui secoue le MCO a interpellé les autorités de la wilaya qui organisent depuis quelques semaines des rencontres à répétition entre les principaux actionnaires du club afin d'aplanir leurs divergences et les aider à trouver un consensus pour élire un nouveau président capable de remettre de l'ordre dans la maison, souligne-t-on. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, en visite de travail à Oran la semaine passée, avait été à son tour interpellé par des supporters du MCO qui s'en sont plaints auprès de lui de la situation prévalant dans les hautes sphères de leur formation. Le représentant du gouvernement avait lui aussi déploré l'état dans lequel s'est retrouvée la formation d'»Al Hamri», appelant les actionnaires à «régler leurs problèmes internes» pour permettre à leur club, qui n'a plus goûté à la joie des sacres depuis 1995, de retrouver son lustre d'antan.

USM Bel-Abbes : Le projet de l'Académie du club mis en veilleuse

L'ACADÉMIE de football que comptait lancer l'USM Bel Abbès dans un proche avenir ne devrait pas voir le jour de sitôt à cause des nombreux problèmes dans lesquels se débat ce club de Ligue 1 de football, a appris l'APS mardi auprès de son directeur général. Selon Kadour Benayad, le projet en question «est actuellement gelé», ajoutant que «l'ambiguïté entourant l'avenir du club ne permet pas d'aller au bout de cette opération». Le même responsable, qui prépare les bilans moral et financier de l'exercice en cours pour les remettre au conseil d'administration avant de rendre le tablier, a regretté au passage qu'un tel projet soit mis en veilleuse, après avoir pourtant franchi plusieurs étapes. «Personnellement, j'ai accordé beaucoup d'intérêt à cette Académie. Nous avons réussi, avec l'aide des autorités locales, à revêtir le terrain annexe du stade 24-février 1956, où devaient s'entrainer les joueurs de l'Académie, par une pelouse synthétique de dernière génération, en plus de la réhabilitation d'un hôtel relevant de l'Office du parc omnisport de la wilaya (OPOW) pour les héberger», a-t-il poursuivi. Il a fait savoir, au passage, que la direction du club avait même lancé le processus de détection des jeunes talents en vue d'en choisir les meilleurs pour intégrer l'Académie en question. L'opération, confiée à des anciens joueurs du club, ne s'est pas limitée à la seule wilaya de Sidi Bel-Abbès, mais a touché aussi les wilayas limitrophes, a encore informé le même interlocuteur. «On tablait énormément sur cette Académie, surtout que notre région est un vivier de jeunes talents. Au vu des problèmes financiers énormes auxquels le club est confronté, on a estimé que son salut passe par la formation, au lieu de débourser des sommes colossales chaque saison pour recruter des joueurs de divers horizons. Malheureusement, l'état actuel des choses n'encourage pas à réaliser cette ambitieuse initiative», a-t-il regretté. L'USMBA, en proie à une crise multidimensionnelle depuis un bon bout de temps, pourrait se retrouver sans dirigeants dans les prochaines semaines. Les membres actionnaires de la société sportive du club, à leur tête le président du conseil d'administration, Abdelghani El Hennani, ont déjà engagé les procédures d'usage pour mettre en vente leurs actions, a rappelé le directeur général de la formation de la «Mekerra».

USM BEL-ABBES : LE PROJET DE L'ACADÉMIE DU CLUB MIS EN VEILLEUSE

L'ACADÉMIE de football que comptait lancer l'USM Bel Abbès dans un proche avenir ne devrait pas voir le jour de sitôt à cause des nombreux problèmes dans lesquels se débat ce club de Ligue 1 de football, a appris l'APS mardi auprès de son directeur général. Selon Kadour Benayad, le projet en question «est actuellement gelé», ajoutant que «l'ambiguïté entourant l'avenir du club ne permet pas d'aller au bout de cette opération». Le même responsable, qui prépare les bilans moral et financier de l'exercice en cours pour les remettre au conseil d'administration avant de rendre le tablier, a regretté au passage qu'un tel projet soit mis en veilleuse, après avoir pourtant franchi plusieurs étapes. «Personnellement, j'ai accordé beaucoup d'intérêt à cette Académie. Nous avons réussi, avec l'aide des autorités locales, à revêtir le terrain annexe du stade 24-février 1956, où devaient s'entrainer les joueurs de l'Académie, par une pelouse synthétique de dernière génération, en plus de la réhabilitation d'un hôtel relevant de l'Office du parc omnisport de la wilaya (OPOW) pour les héberger», a-t-il poursuivi. Il a fait savoir, au passage, que la direction du club avait même lancé le processus de détection des jeunes talents en vue d'en choisir les meilleurs pour intégrer l'Académie en question. L'opération, confiée à des anciens joueurs du club, ne s'est pas limitée à la seule wilaya de Sidi Bel-Abbès, mais a touché aussi les wilayas limitrophes, a encore informé le même interlocuteur. «On tablait énormément sur cette Académie, surtout que notre région est un vivier de jeunes talents. Au vu des problèmes financiers énormes auxquels le club est confronté, on a estimé que son salut passe par la formation, au lieu de débourser des sommes colossales chaque saison pour recruter des joueurs de divers horizons. Malheureusement, l'état actuel des choses n'encourage pas à réaliser cette ambitieuse initiative», a-t-il regretté. L'USMBA, en proie à une crise multidimensionnelle depuis un bon bout de temps, pourrait se retrouver sans dirigeants dans les prochaines semaines. Les membres actionnaires de la société sportive du club, à leur tête le président du conseil d'administration, Abdelghani El Hennani, ont déjà engagé les procédures d'usage pour mettre en vente leurs actions, a rappelé le directeur général de la formation de la «Mekerra».

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	03:53	12:36	16:25	19:42	21:13	03:59	12:40	16:29	19:45	21:15	04:12	12:55	16:44	20:00	21:31	04:21	12:46	16:26	19:41	21:04	04:21	13:02	16:49	20:06	21:35	04:27	13:07	16:54	20:10	21:39	04:31	13:10	16:57	20:13	21:41

LE TEMPS
INDÉPENDANT

N° 6752 – JEUDI 30 JUILLET 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	35°	22°
Oran	36°	22°
Constantine	40°	20°
Ouargla	39°	25°

LE BUREAU FÉDÉRAL DE LA FAF VALIDE L'ARRÊT DE LA COMPÉTITION

LE CRB DÉCLARÉ CHAMPION 2019-2020

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), réuni hier en session extraordinaire, a validé l'arrêt du championnat de Ligue 1 en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), déclarant ainsi le CR Belouizdad sacré champion de la saison 2019-2020. Le CRB, leader de la Ligue 1 au terme de la 22e journée, soit peu avant la suspension de la compétition décidée par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) le 16 mars dernier, remporte le titre pour la 7e fois de son histoire. Il comptabilise 40 points, soit trois de plus que l'ES Sétif et le MC Alger, qui terminent conjointement à la 2e place avec 37 points chacun.



Le directeur du pôle compétitif et porte-parole du CR Belouizdad Taoufik Kourichi a affiché le soulagement de son équipe quant à la décision du BF, «nous sommes soulagés. Après plus de quatre mois d'attente, de suspense, et parfois de stress, nous sommes enfin déclarés champions d'Algérie, un titre amplement mérité au regard des efforts que nous avons fournis depuis le début de la saison. C'est vrai qu'il s'agit d'une consécration qui intervient dans un contexte exceptionnel, mais je répète que nous le méritons, d'autant que nous avons été leaders pendant pratiquement les 21 journées disputées. Notre position était de poursuivre la compétition, mais cette option s'est avérée finalement impossible par rapport à la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. En ce qui concerne ceux qui contestent le titre, tout ce qui m'intéresse c'est la voix de nos supporters qui peuvent désormais donner libre court à leur joie, ils nous ont soutenus jusqu'au bout», a-t-il déclaré à l'APS.

Pour sa part le président du Conseil d'administration du MC Alger, Abdenacer Almas a qualifié la décision de la FAF de bricolage. «Je qualifie la décision prise par le Bureau fédéral de véritable bricolage. C'est un scandale que nous dénonçons avec force. Je ne comprends pas pourquoi on déclare le champion sans désigner les relégués ? Comme première réaction, nous allons adresser une réclamation à la FAF, une manière de respecter la procédure. Si nous n'aurons pas de suite favorable, nous allons déposer une requête au niveau du Tribunal algérien de règlement des litiges sportives (TARLS/ ex-TAS). Notre position était de décréter une saison blanche, sans désigner de champion».

Par ailleurs, la Ligue de football professionnel (LFP) a annoncé, hier, la tenue prochaine de plusieurs réunions regroupant le président de la chambre nationale de résolution des litiges, les présidents et capitaines des clubs de Ligue 1 et 2. Aucune date n'a été avancée par la Ligue, pour la tenue de ces réunions. «L'objectif des ces réunions régionales au nombre de trois et auxquelles assisteront les membres du bureau fédéral et du bureau de la LFP est de sensibiliser les joueurs et les clubs sur la question des relations de travail à la lumière des directives de la FIFA communiquées au début de la crise sanitaire», a indiqué la LFP, dans un communiqué, à l'issue de la réunion de son bureau exécutif, tenue mardi. Enfin, l'instance chargée de la gestion de la compétition professionnelle a lancé un appel à tous les acteurs du football à «favoriser la voie de la sérénité pour le bien de notre football».

Samir S.



ALGÉRIE TÉLÉCOM

Appels gratuits en illimités vers le fixe durant les deux jours de l'Aïd

ALGÉRIE TÉLÉCOM a annoncé mercredi que les appels téléphoniques du fixe vers le fixe local et national seront gratuits et illimités durant les deux jours de l'Aïd El-Adha. L'opérateur a annoncé également qu'aucune suspension ne sera effectuée sur les services téléphonie et internet (Idoom ADSL et Idoom Fibre) des clients dont la date d'échéance de paiement arrivera à terme durant les journées de l'Aïd El-Adha, précisant, toutefois, que les dus enregistrés par cette opération sur les abonnements internet seront déduis dès le prochain rechargement. Algérie Télécom s'est engagé, par ailleurs, à assurer la continuité du service au niveau de ses agences commerciales durant le deuxième jour de l'Aïd El-Adha de 9h à 13h.

Les agences concernées par ces horaires sont : Hussein Dey, Bordj El-Bahri, Dar El Beida ,Aissat Idir, Ben M'hidi, Bir Mourad Rais, Cheraga, Bab el Oued et El-Biar pour la wilaya d'Alger et les agences chefs-lieux de wilaya pour les autres wilayas. Algérie Télécom a, enfin, réitéré son engagement «à assurer la sécurité et le confort à ses clients, mais aussi à renforcer sa stratégie de proximité afin de répondre au mieux à leurs attentes», tout en invitant les citoyens à contacter le service client en composant le 12 ou à consulter le site Internet d'Algérie Télécom www.algerietelecom.dz pour plus d'information.

M. B.

GENDARMERIE NATIONALE

Un nouveau Chef régional à Constantine

APRÈS l'installation d'un nouveau Chef régional du troisième Commandement régional de la Gendarmerie nationale de Béchar, le Général-major Abderahmane Aârar, Commandant de la Gendarmerie nationale, a procédé, hier, à la nomination du nouveau Commandant régional de Constantine, le Colonel Mohamed Drani.

La cérémonie de l'installation du nouveau Commandant régional, qui, par cette occasion, a remplacé le Colonel Fethi Mokrani, s'est déroulée, hier, au siège du Cinquième Commandement régional de la Gendarmerie nationale de Constantine et ce, en présence des autorités militaires, selon un communiqué de la Gendarmerie nationale.

En procédant à l'installation officielle du nouveau Chef du 5éme Commandement régional, le Général-major Abderahmane Aârar a exprimé sa disponibilité permanente à apporter tout son appui et son soutien au nouveau Commandant régional.

Il a ordonné, à cette occasion, à tous les gendarmes des unités du Cinquième Commandement Régional de la Gendarmerie nationale (CRGN) de Constantine d'obéir aux instructions de leur nouveau Commandant, afin de s'acquitter de ses fonctions en toute honnêteté et sincérité, poursuit le même communiqué.

Lors d'une réunion avec les Commandants de la Cinquième région, le Général-major Aârar a donné un ensemble d'instructions et de directives aux Commandants d'unités, à travers lesquelles il les exhorte à déployer leurs efforts nécessaires pour éliminer la criminalité de toutes sortes, a indiqué la Gendarmerie nationale dans son communiqué.

Par ailleurs, et lors de la cérémonie de l'installation du Colonel Mohamed Drani dans son nouveau poste, de Commandant de la 5éme Région de la Gendarmerie nationale, le Général-major Abderahmane Aârar s'est adressé aux Unités de la Gendarmerie nationale en leur rappelant l'importance du travail de proximité et la grande nécessité d'un renforcement de la confiance entre les gendarmes et les citoyens pour réaliser une équation sécuritaire solide, juste et forte.

Le Général-major Abderahmane Aârar a fortement insisté sur la nécessité de poser des bases du travail de proximité, en renforçant la relation de confiance et de communication avec les citoyens de différentes catégories et segments, sur la base du fait que le citoyen est considéré comme un partenaire de base et une partie active et indispensable pour parvenir à l'équation de sécurité.

Il a ajouté que c'est le seul moyen d'établir la sécurité et la tranquillité publiques, ceci à la lumière du strict respect des lois et règlements, avec des valeurs nationales élevées et une éthique militaire élevée, conclut le communiqué.

Sofiane Abi